



MARCHÉ PUBLIC DE MAITRISE D'ŒUVRE

OPERATION : Travaux de remise à niveau technique du Palais de Tokyo

OBJET DU MARCHÉ : Marché de maîtrise d'œuvre

Maître D'OEUVRE : (à préciser)

N° de Marché : (à préciser)

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Date : **octobre 2024**

IMPORTANT.

Ce document est uniquement destiné à l'information des candidats. Il ne doit en aucun cas servir de base à une réponse pour la candidature, la procédure étant de type restreint. Seuls les documents accessibles aux concurrents invités à remettre une offre devront être utilisés pour répondre.

SOMMAIRE

CHAPITRE I - GENERALITES	6
ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES	6
1.1 - Objet du marché :	6
1.2 – Titulaire du marché :	6
1.3 - Sous-traitance :	7
1.4 - Catégorie d'ouvrage et nature des travaux :	7
1.5 - Contenu de la mission :	7
1.5.1 Mission de base	7
1.5.2 Missions complémentaires	8
1.6 – Prestations et documents à remettre pour chaque élément de mission	8
1.6.1 Mission de base	8
1.6.2 Missions complémentaires	8
1.6.3 Prestations similaires	9
1.7 - Décomposition en tranches :	9
1.7.1 Composition des tranches	9
1.7.2 Affermissement de la tranche optionnelle	9
1.7.3 Indemnité d'attente	9
1.7.4 Indemnité de dédit pour non-affermissement de la tranche optionnelle	10
1.8 - Mode de dévolution des marchés de travaux :	10
1.9 - Intervenants :	10
1.9.1 Maître d'ouvrage	10
1.9.2 Mandataire	10
1.9.3 Conducteur d'opération	10
1.9.4 Ordonnancement, pilotage et coordination	10
1.9.5 Contrôle Technique	10
1.9.6 Coordination sécurité et protection de la santé	11
1.9.7 Coordination SSI	11
1.10 - Contraintes	12
1.10.1 Contraintes générales	12
1.10.2 Origine des bois mis en œuvre	12
1.11 - Coordination des études	12
1.12 – Maintenance et environnement durable	13
1.13 - Travail dissimulé	13
1.14 - Clause d'insertion par l'activité économique	13
1.14.1 Les publics visés	13
1.14.2 Les modalités de mise en œuvre des actions d'insertion	14
1.14.3 Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales	15
1.14.4 Les modalités de contrôle de l'action d'insertion	15
1.14.5 Clause RGPD relative au contrôle et au suivi de l'action d'insertion	15
ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	17
2.1 - Pièces particulières :	17

2.2 - Pièces générales :	17
ARTICLE 3 - TVA	18
ARTICLE 4 - RETENUE DE GARANTIE	18
CHAPITRE II - REMUNERATION DU MAÎTRE D'OEUVRE, PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES	18
ARTICLE 5 - FORFAIT DE REMUNERATION	18
5.1 - Modalités de fixation des forfaits de rémunération	18
5.3 - Dispositions diverses	19
ARTICLE 6 - PRIX	19
6.1 - Forme des prix	19
ARTICLE 7 – PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES OU MODIFICATIVES	20
ARTICLE 8 - REGLEMENT DES COMPTES DU MAITRE D'ŒUVRE	21
8.1 - Avance	21
8.2 – Modalités de règlement des acomptes	22
8.3 – Paiement du solde – Décompte final – décompte général	24
CHAPITRE III - DELAIS - PENALITES POUR RETARD	25
ARTICLE 9 - DELAIS - PENALITES POUR RETARD EN PHASE ETUDES	25
9.1 - Délais et pénalités pour retard pour l'établissement et la présentation des dossiers d'études	25
9.2 - Réception des documents d'études	26
9.2.1 Présentation des documents	26
9.2.2 Acceptation des documents d'études	26
9.3 - Délais et pénalités pour retard dans l'exécution des reprises d'études	26
9.4 - Délais et pénalités pour retard dans l'exécution des prestations relatives aux modifications apportées en cours d'exécution du marché	26
ARTICLE 10 - DELAIS - PENALITES POUR RETARD EN PHASE TRAVAUX	27
10.1 - Vérification des projets de décomptes	27
10.2 - Décompte général	27
10.3 - Instruction des mémoires en réclamation	27
10.4 - Suspension des délais de paiement	27
10.5 - Visa des études d'exécution des entrepreneurs	28
10.6 - Établissement des comptes-rendus de réunion	28
10.7 – Travaux supplémentaires ou modificatifs	28

10.8 - Opérations préalables à la réception	28
10.9 - Dossier des ouvrages exécutés (DOE)	29
10.10 - Délais et pénalités pour retard dans l'examen des désordres pendant la période de garantie de parfait achèvement	29
10.11 - Points divers concernant les délais	29
ARTICLE 11 – AUTRES PENALITES	30
11.1 - Production des documents visés aux articles D.8222-5 et -7 du Code du travail	30
11.2 - Production des attestations d'assurance de responsabilité civile en cours de chantier et après travaux et de responsabilité civile décennale	30
11.3 - Transmission des contrats de sous-traitance au maître d'ouvrage	30
11.4 - Pénalités pour non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique	30
11.5 - Pénalités pour non-déclaration de changement de domiciliation bancaire	30
11.6 - Pénalités pour absence en réunions	30
CHAPITRE IV- CONTROLE DES ENGAGEMENTS DU MAITRE D'ŒUVRE SUR LES COUTS	31
ARTICLE 12 - CONTROLE DU COUT DE L'OPERATION	31
12.1 - Enveloppe et contenu des prestations	31
12.2 - Estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux (une fixation à l'issue de l'APS)	31
12.3 - Estimation définitive du coût prévisionnel des travaux (Cp)	31
12.4 - Coût prévisionnel des travaux	31
12.5 Fixation de l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux (Cp) et du forfait définitif de rémunération – Clause de non-proportionnalité de la rémunération au regard du coût des travaux – Clause de réexamen	32
12.7 - Consultation des entreprises et fixation du coût de référence des travaux	33
12.8 - Coût définitif des travaux (Cf)	34
12.9 – Maîtrise des coûts pendant les travaux	34
12.9.1 Coût de Référence des Travaux et Coût constaté	34
12.9.2 Suivi des travaux modificatifs ou supplémentaires	35
CHAPITRE V - EXECUTION DE LA MISSION	35
ARTICLE 13 - EXECUTION ET ORGANISATION DE LA MISSION DU MAITRE D'ŒUVRE	35
13.6 - Organisation des études et du suivi des travaux	39
13.6.1. Réunions de coordination	40
13.6.2. Organisation des équipes	40
13.6.3. Collaborateurs du maître d'œuvre	40

13.7 - Utilisation des normes et de la langue française	40
13.8.1 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail	40
13.8.2 Modalités d'arrêt ou de résiliation des prestations ou du marché	41
ARTICLE 14 - UTILISATION DES RESULTATS – DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE- OBLIGATION DE DISCRETION	43
14.1 - Utilisation des résultats et droits de propriété intellectuelle	43
14.2 – Obligation de discrétion	43
ARTICLE 15 - ASSURANCES	43
15.1 - Assurance décennale :	43
15.2 - Responsabilité professionnelle autre que décennale :	44
15.3 - Assurance complémentaire du maître d'œuvre :	44
15.4 - Assurances complémentaires du maître d'ouvrage :	44
15.5 - Justification :	44
ARTICLE 16 - REGLEMENT DES DIFFERENDS	44
ARTICLE 17 - DEROGATIONS AU CCAG-MOE	45

CHAPITRE I - GENERALITES

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 - Objet du marché :

Le marché régi par le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) est un marché de prestations intellectuelles (études et contrôles) nécessaires à l'exercice du rôle de maître d'œuvre de la réalisation des travaux de réhabilitation et de remise à niveau technique partielle du Palais de Tokyo tels que définis au programme.

Le présent marché fait suite à une procédure avec négociation lancée par l'Opérateur du Patrimoine et des Projets Immobiliers de la Culture (OPPIC), passé conformément aux articles L. 2124-3, R. 2124-3 3° et R. 2161-12 à R. 2161-20 du Code de la commande publique.

La mission du maître d'œuvre comprend la conception et le suivi de la réalisation des travaux de remise à niveau technique partielle du Palais de Tokyo selon le programme technique détaillé (PTD) de l'opération joint au dossier de consultation.

Les prestations confiées au maître d'œuvre comprennent également les missions complémentaires suivantes :

- une mission d'assistance à la réalisation des diagnostics complémentaires de l'existant (DIAG)
- une mission d'étude patrimoniale et historique (PAT/HIST)
- une mission EXE partielle (établissement des DPGF)
- une mission de synthèse (SYNTHESE)
- une mission d'Assistance et de Conseil à l'Exploitation et la Maintenance (ACEM)
- une mission de Coordination des systèmes de sécurité incendie (CSSI)
- une mission d'accompagnement environnementale

1.2 – Titulaire du marché :

Les caractéristiques du titulaire du marché désigné dans le présent CCAP sous le nom "le maître d'œuvre ", sont précisées à l'article 1 de l'acte d'engagement intitulé "contractant".

Un des membres de l'équipe, désigné comme tel dans l'acte d'engagement, remplira le rôle de mandataire de la maîtrise d'œuvre au sens de l'article 3.4.1 du CCAG-MOE et de l'article R.2142-20 du Code de la commande publique.

Le mandataire devra désigner au maître d'ouvrage la personne de l'équipe qui sera chargée d'assurer, la coordination effective de toutes les études, du suivi des travaux et du suivi financier, pour ce qui concerne les obligations de la maîtrise d'œuvre.

Il devra soumettre à l'agrément du maître d'ouvrage tout changement affectant cette personne dans les conditions fixées par l'article 3.4.3 du CCAG-MOE. Cette personne devra assister à toutes les réunions demandées par le maître d'ouvrage pendant la phase "études" et à toutes les réunions hebdomadaires de chantier pendant la phase "travaux" et être habilitée à prendre sur-le-champ les décisions nécessaires. A défaut d'avoir désigné une autre personne pour exercer cette coordination, le mandataire sera considéré par le maître d'ouvrage comme le coordonnateur chargé du rôle défini ci-dessus.

La bonne exécution des prestations dépendant essentiellement de la personne désignée comme ci-avant, les stipulations de l'article 3.4.3 du CCAG-MOE sont applicables.

S'il apparaît, au cours de l'exécution du marché, que le groupement n'est pas en mesure de mobiliser les compétences jugées nécessaires au traitement d'un domaine particulier, celui-ci sera

tenu, sur simple demande de la maîtrise d'ouvrage de s'adjoindre, par tout moyen jugé opportun, les spécialistes capables de pallier les défaillances ayant justifié cette demande.

Ces spécialistes seront soumis à l'agrément du maître d'ouvrage, dans les conditions de l'article 3.4.3 CCAG-MOE. Leur intervention ne pourra avoir pour conséquence de modifier le forfait de rémunération.

1.3 - Sous-traitance :

Les dispositions du Code de la commande publique relatives à la sous-traitance dans les marchés publics (articles L. 2193-1 et suivants et R. 2193-1 et suivants) ainsi que les dispositions de l'article 3.6 du CCAG-MOE sont applicables.

Il est précisé par ailleurs que :

- Les personnes physiques appelées à intervenir dans ce cadre devront présenter des garanties de compétences professionnelles au moins équivalentes, pour les tâches à effectuer, à celles des personnes désignées à l'annexe 1 de l'acte d'engagement. A défaut, le représentant du maître d'ouvrage pourra récuser le sous-traitant proposé.
- Le maître d'œuvre ou, en cas de groupement, le(s) co-traitant(s) du marché est (sont) tenu(s) de communiquer le ou les sous-traité(s) le(s) liant au sous-traitant au représentant du maître d'ouvrage, lorsque celui-ci en fait la demande.
Le maître d'œuvre ou, en cas de groupement, le(s) co-traitant(s) du marché qui, sans motif valable, 15 jours après avoir été mis par écrit en demeure de le faire, ne communique(nt) pas un sous-traité, encourt (encourent) la pénalité fixée à [l'article 11.3](#) du CCAP.
- Dans l'éventualité où un sous-traitant confierait à un autre sous-traitant l'exécution d'une partie du marché dont il est chargé, il est précisé que le représentant du maître d'ouvrage n'acceptera pas la mise en place d'une délégation de paiement et exigera du sous-traitant dit de 1er rang la constitution d'une caution au bénéfice de son sous-traitant.

1.4 - Catégorie d'ouvrage et nature des travaux :

L'opération concernée par le présent marché est une opération de réhabilitation d'un bâtiment existant et principalement de travaux de remise en état technique du Palais de Tokyo.

1.5 - Contenu de la mission :

Il est confié au maître d'œuvre une mission de base au sens de l'article R. 2431-5 (réhabilitation) du Code de la commande publique, complétée par les missions complémentaires détaillées ci-dessous.

Le contenu des éléments constituant la mission confiée au maître d'œuvre sera en tout point conforme à celui défini dans les dispositions du Code de la commande publique relatives à la mission des maîtres d'œuvre sous réserve des compléments et précisions ci-après :

1.5.1 Mission de base

- **un avant-projet sommaire (APS),**
- **un avant-projet définitif (APD), (dépôt des autorisations administratives à l'issue de la validation de l'APD),**
- **un projet - dossier de consultation (PRO/DCE),**
- **l'assistance au maître d'ouvrage pour la passation des contrats de travaux (ACT),**

- Analyse des dossiers de candidatures ;
- Elaboration des dossiers de consultation des entreprises (plans d'exécution, spécifications techniques, cahier des clauses techniques particulières, etc.) ;
- Un suivi des consultations et une analyse des offres ;
- Une participation aux négociations à la demande de la maîtrise d'ouvrage (MO).

- **le visa des études d'exécution et de synthèse (VISA),**

- **la direction de l'exécution des marchés de travaux (DET),**

- **une assistance à la réception des ouvrages et pendant la période de garantie de parfait achèvement (AOR).**

La mission d'exécution partielle est placée en mission complémentaires F4d limitée à l'établissement des DPGF quantifiées.

Ces éléments de mission sont pris en compte dans l'évaluation de la complexité de l'opération.

Le contenu de chaque phase technique est détaillé dans l'annexe 20 du Code de la commande publique précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics.

La mission du maître d'œuvre prendra fin à l'expiration de la période de garantie de parfait achèvement (GPA) des marchés de travaux, éventuellement prolongée.

1.5.2 Missions complémentaires

- **F2d mission de diagnostics complémentaires (DIAG)**
- **F3d mission d'étude patrimoniale et historique (PAT/HIST)**
- **F4d EXE partielle (DPGF)**
- **F5d mission synthèse**
- **F6d mission ACEM**
- **F7d mission environnementale**
- **F8d mission de Coordination SSI (CSSI)**

Le contenu détaillé des prestations figure en annexe 1 du présent CCAP.

En vue de l'application éventuelle de l'article 13.8.2 du présent CCAP, chacune des étapes et des sous étapes ci-dessus constitue une partie technique au sens dudit article.

Lorsque les missions complémentaires ne sont pas confiées par le maître d'ouvrage au maître d'œuvre, ce dernier reste tenu, au titre de son obligation de conseil, d'attirer l'attention du maître d'ouvrage sur la nécessité de prendre en compte les préoccupations correspondantes à ces missions complémentaires si le maintien de la cohérence de l'opération le justifie.

1.6 – Prestations et documents à remettre pour chaque élément de mission

Pour chaque élément de mission ou phase, le maître d'œuvre réalisera et remettra les prestations et documents décrits dans l'annexe 1 du présent CCAP.

1.6.1 Mission de base

Cf. Annexe 1 du présent CCAP

1.6.2 Missions complémentaires

Cf. Annexe 1 du présent CCAP

1.6.3 Prestations similaires

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de confier ultérieurement au maître d'œuvre, en application de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires. L'objet de ces nouveaux marchés ne peut concerner que la stricte répétition de prestations décrites dans les documents du présent marché et se rapportant à la même opération de construction, en conformité avec le projet de base. La durée pendant laquelle les nouveaux marchés publics peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

1.7 - Décomposition en tranches :

1.7.1 Composition des tranches

Le contrat comporte une tranche ferme et une tranche optionnelle et le contenu des missions est réparti comme suit entre la tranche ferme et la tranche optionnelle :

- la tranche ferme porte sur la phase « études » jusqu'à l'APD,
- la tranche optionnelle porte sur la phase « études » PRO et ACT, ainsi que sur réalisation des ouvrages (VISA, DET, AOR).

Pour la mission de base :

- La tranche ferme comprend les éléments suivants :

- Une mission d'études d'Avant-Projet Sommaire (APS),
- Une mission d'études d'Avant-Projet définitif (APD).

- La tranche optionnelle comprend les éléments suivants :

- Une mission d'études de Projet – dossier de consultation (PRO/DCE),
- Une mission d'assistance pour la passation des contrats de travaux (ACT),
- Une mission VISA,
- Une mission de direction de l'exécution du ou des contrats de travaux (DET),
- Une mission d'assistance aux opérations de réception (AOR).

Pour les missions complémentaires :

Elles sont réparties de la façon suivante :

- F2d mission de diagnostics complémentaires (DIAG)_ uniquement en tranche ferme
- F3d mission d'étude patrimoniale et historique (PAT/HIST)_ uniquement en tranche ferme
- F4d EXE partielle (DPGF)_ tranche optionnelle
- F5d mission synthèse _ tranche optionnelle
- F6d mission ACEM _ répartie en tranche ferme et tranche optionnelle
- F7d mission environnementale _ répartie en tranche ferme et tranche optionnelle
- F8d mission de Coordination SSI _ répartie en tranche ferme et tranche optionnelle

1.7.2 Affermissement de la tranche optionnelle

La tranche optionnelle du marché sera affermie par une décision du représentant du maître d'ouvrage notifiée au maître d'œuvre une fois les prestations objet de la tranche ferme validées, soit dans un délai prévisionnel estimé à **14 mois après la notification du marché**.

1.7.3 Indemnité d'attente

Il ne sera versé aucune indemnité d'attente au maître d'œuvre.

1.7.4 Indemnité de dédit pour non-affermissement de la tranche optionnelle

En cas de non-affermissement de la tranche optionnelle par le représentant du maître d'ouvrage, il ne sera versé aucune indemnité de dédit.

1.8 - Mode de dévolution des marchés de travaux :

Les travaux seront dévolus en lots séparés ou en marché global, et feront l'objet des procédures prévues par les dispositions du Code de la commande publique en fonction des seuils observés et des prestations à réaliser.

Il est précisé que le découpage en lot se fait en concertation avec le maître d'ouvrage au niveau de l'avant-projet définitif (APD).

Un planning définitif de remise du dossier de consultation des entreprises (DCE) sera alors établi.

Le DCE devra comporter tous les éléments permettant aux entreprises de s'engager sur un prix forfaitaire.

1.9 - Intervenants :

1.9.1 Maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage est le ministère de la Culture / Direction Générale de la Création Artistique (DGCA), 62 rue Beaubourg - 75003 Paris.

Il est désigné dans les différents documents sous le nom de « le maître d'ouvrage ».

Il est cependant précisé que, sauf mention contraire spécifique, tous les actes relevant du maître d'ouvrage sont assurés par le mandataire.

1.9.2 Mandataire

Le Mandataire désigné par le maître d'ouvrage conformément la convention de mandat d'études en date du 29 juillet 2024 est l'OPPIC, Opérateur du Patrimoine et des Projets Immobiliers de la Culture, 30 rue Château des Rentiers - CS 61336 - 75647 Paris Cedex 13.

Il est désigné dans les différents documents contractuels sous le nom de : « le pouvoir adjudicateur », « le maître d'ouvrage » ou « le maître d'ouvrage délégué ».

1.9.3 Conducteur d'opération

Sans objet.

1.9.4 Ordonnancement, pilotage et coordination

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination est exclue du présent contrat et sera confiée à un prestataire extérieur.

Il est désigné dans les différents documents sous le nom de "l'OPC" ou le "pilote".

1.9.5 Contrôle Technique

Le maître d'ouvrage est assisté d'un Contrôleur Technique qui intervient dans les conditions prévues aux articles L. 125-1 et suivants et les articles R. 125-1 et suivants du Code de la construction et de l'habitation.

Les missions confiées par le maître d'ouvrage au Contrôleur Technique sont relatives :

- à la solidité des ouvrages (type L)
- à la sécurité des personnes (type SEI)
- à l'accessibilité des constructions aux personnes handicapées (type HAND)
- à la compatibilité des travaux avec l'existant (mission LE)
- à la solidité des équipements non indissociablement liés (mission P1)
- au fonctionnement des installations (mission F)
- à l'isolation acoustique des bâtiments (mission Ph)
- à l'isolation thermique et aux économies d'énergie (mission Th)
- à la gestion technique du bâtiment (mission GTB)
- à la conformité du règlement de la construction (isolation phonique, thermique, sécurité incendie, électricité, conduits de fumée, ventilation, ascenseurs, ...) (mission CRC)

Le maître d'œuvre doit tenir compte, sans rémunération complémentaire, de l'ensemble des observations du contrôleur technique que le maître d'ouvrage lui aura notifiées pour exécution, afin d'obtenir un accord sans réserve, tant au stade des études que de la réalisation des travaux.

Il est désigné dans les différents documents sous le nom de "le Contrôleur Technique".

1.9.6 Coordination sécurité et protection de la santé

L'ensemble des travaux concernés par la présente opération est soumis aux dispositions des articles L. 4532-2 et suivants du Code du travail et ses décrets d'application.

A ce titre, une mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé sera confiée à un organisme agréé. La mission relève de la catégorie 1 et sera rémunérée par le maître d'ouvrage.

Le coordonnateur sera désigné en application des articles L. 4532-3, -4 et -7 du Code du travail par le maître d'ouvrage.

Il est désigné dans les différents documents sous le nom de "CSPS".

1.9.7 Coordination SSI

La mission SSI est incluse dans le présent contrat et sera confiée au maître d'œuvre du présent marché.

1.9.8 Autres intervenants

Le représentant du maître d'ouvrage se réserve la possibilité de faire intervenir d'autres AMO ou maîtres d'œuvres en cours d'études ou de réalisation. Ces intervenants n'ont pas pour mission de se substituer à la maîtrise d'œuvre titulaire du présent marché ou d'en pallier les carences.

Ces intervenants auront pour mission de réaliser des missions de MOE non intégrées au présent marché du maître d'œuvre.

Le maître d'œuvre devra, sans que cela ouvre droit à rémunération complémentaire, prendre en compte les observations de ces nouveaux AMO et/ou MOE qui auront été retenus par le représentant du maître d'ouvrage.

1.10 - Contraintes

1.10.1 Contraintes générales

Dans le cadre de ces études, le maître d'œuvre doit prendre en compte les contraintes liées :

- **au maintien en fonctionnement des concessions conformément aux consignes présentes dans le PTD,**
- **au respect du planning conditionné par la période de fermeture du Palais de Tokyo pour la réalisation des travaux,**
- au site et la gestion du site,
- aux réseaux déjà existants,
- aux autres opérations d'aménagement,
- aux contraintes d'accès,
- au plan de prévention des risques d'inondations,
- aux risques d'incendie en cours de chantier (éviter tout départ de feu et sa propagation, permettre l'évacuation et faciliter l'intervention des services de secours)

1.10.2 Origine des bois mis en œuvre

Le projet ne pourra comporter l'utilisation d'essences de bois menacées, recensées :

- en annexe I, II, III de la convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) ;
- sur la liste rouge de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN).

Pour les ouvrages en bois massif ou en placage pour lesquels l'essence du bois est prescrite, le bois mis en œuvre devra provenir de cultures certifiées FSC (Forest Stewardship Council), PEFC (Programme européen des forêts certifiées) ou similaire.

Pour les autres ouvrages en bois, ouvrages composites ou en bois reconstitué, les prescriptions devront être rédigées en termes d'objectifs. Les rédactions du type « bois exotique rouge » seront proscrites.

Le maître d'œuvre devra veiller au respect de ces prescriptions en les intégrant dans les pièces techniques des projets de marchés (CCP, annexe spécifique...).

1.11 - Coordination des études

a) Avec le Coordinateur en matière de sécurité et de protection de la santé (CSPS)

Le maître d'œuvre devra, en concertation avec le CSPS, prendre en compte les risques liés à la sécurité incendie en cours de chantier, aux éventuelles pollutions au plomb et amiante ou d'atteinte à la sécurité et santé des travailleurs à la fois en phase « études » mais également en phase « exécution ». A ce titre, ce dernier devra alerter la maîtrise d'ouvrage sur les risques, proposer des préconisations d'intervention adaptées aux risques, prendre en compte les remarques et observations du CSPS et les observations des organismes concernant la sécurité et la protection des travailleurs en phases « études » et « exécution ».

b) Avec les autres opérations menées par le maître d'ouvrage

Les ouvrages décrits au présent contrat étant imbriqués avec des ouvrages réalisés simultanément ou non simultanément, obligation est faite au maître d'œuvre de coordonner ses études avec celles menées pour des ouvrages mitoyens. La coordination sera animée par la maîtrise d'ouvrage, la maîtrise d'ouvrage délégué et le mandataire du groupement de maîtrise d'œuvre, qui convoquera ses cotraitants autant que nécessaire en fonction des besoins liés à chaque sujet nécessitant une coordination.

Le maître d'œuvre s'engage à fournir l'ensemble des éléments pouvant influencer sur les projets visés ci-dessus, dès qu'ils sont connus. De même, il s'engage à prendre en compte les contraintes des évolutions des projets visés ci-dessus si elles ne remettent pas en cause l'économie du projet.

1.12 – Maintenance et environnement durable

Le maître d'ouvrage attache une attention particulière à ce que le maître d'œuvre conduise ses études de telle sorte que le coût de maintenance des ouvrages qu'il projette soit optimisé et que les objectifs de développement durable soient respectés.

Pour ce faire, le maître d'ouvrage entend également analyser les projets sous ces deux angles. Le maître d'œuvre fournit les éléments lui permettant d'examiner le projet sous ces angles, étant précisé que l'aspect économique lié à l'exploitation et à la maintenance est un élément important qui doit être pris en compte dans la conception des ouvrages (dispositions constructives, qualité des matériaux et matériels proposés, ...).

1.13 - Travail dissimulé

Conformément aux dispositions des articles L. 8222-1, L. 8221-3 et L. 8221-5 du Code du travail sur le travail dissimulé, le maître d'œuvre s'engage à s'acquitter de ses obligations en matière de travail dissimulé au regard des articles susvisés et produira au représentant du maître d'ouvrage, tous les six mois à compter de la notification du présent marché, les documents visés aux articles D. 8222-5 et -7 du Code du travail.

1.14 - Clause d'insertion par l'activité économique

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le pouvoir adjudicateur a décidé de faire application des dispositions de l'article L. 2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le présent marché une clause d'insertion par l'activité économique constitutive d'une condition d'exécution.

Cette clause est applicable au présent marché.

L'entreprise attributaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

1.14.1 Les publics visés

- *les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) ;*
- *les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans ;*
- *les allocataires du RSA (Revenu de Solidarité Active) ou leurs ayants droit ;*
- *les allocataires de l'AAH (Allocation Adulte Handicapé), de l'ASS (Allocation de Solidarité Spécifique), de l'AV (Allocation Veuvage) ;*
- *les personnes percevant une pension d'invalidité ;*
- *les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du Code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;*
- *les jeunes de moins de 26 ans, de niveau infra 5, c'est-à-dire de niveau inférieur au CAP/BEP, et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois, les jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ou sous contrat EPIDE, dans un parcours de l'École de la Deuxième Chance (E2C) ;*
- *les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), c'est-à-dire les personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI) ou par une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ainsi que des salariés d'une Entreprise d'Insertion (EI), d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI), ou encore des Régies de quartier agréées, ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, par exemple « Défense 2ème chance » ;*

- les personnes employées dans les GEIQ (Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification) et dans les associations poursuivant le même objet ;
- les personnes placées sous mains de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire / régie des établissements pénitentiaires (SEP / RIEP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire ;
- les personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire ;
- les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi.

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de l'EPEC, être considérées comme relevant des publics les plus éloignés de l'emploi.

Les bénéficiaires de l'action d'insertion devront impérativement relever de ces catégories.

Le volume horaire de travail minimum suivant leur est obligatoirement réservé :

Nombre d'heures d'insertion à réaliser pour la durée d'exécution du marché	
Tranche Ferme	740 heures
Tranche optionnelle	740 heures

1.14.2 Les modalités de mise en œuvre des actions d'insertion

Le titulaire du marché s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés ci-dessus. L'ensemble des actions mises en œuvre doivent intervenir durant la période d'exécution du marché. Si la formation fait partie du contrat de travail (contrat de professionnalisation, contrat d'apprentissage, etc.), les heures de formation sont comptabilisées au titre des heures d'insertion.

Le titulaire désignera un responsable qui sera l'interlocuteur privilégié de l'EPEC pour mettre en œuvre les actions d'insertion.

Cet objectif peut être réalisé en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après :

✓ 1^{ère} modalité : l'embauche directe par l'entreprise

Le titulaire du marché peut recruter notamment en contrat à durée indéterminée [CDI], en contrat à durée déterminée [CDD] ou par le biais de contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage) des publics définis préalablement.

Les heures travaillées des personnes embauchées en CDI par le titulaire, pourront être comptabilisées pour l'exécution de la clause sociale d'insertion, pendant toute la durée restante du marché, pour une période maximale de 4 ans (période entre la date d'embauche en CDI et la fin du marché).

Un tuteur sera nommé pour faciliter l'intégration des personnes en insertion au sein de l'entreprise titulaire et pour assurer leur suivi en liaison avec l'EPEC.

✓ 2^{ème} modalité : la mise à disposition de salariés

L'entreprise peut faire appel à un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion pendant la durée du marché. Il peut s'agir d'une Entreprise de travail temporaire d'insertion, d'une Association intermédiaire ou d'un Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification.

✓ 3^{ème} modalité : le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou d'une Entreprise adaptée.

Le titulaire peut sous-traiter ou co-traiter des prestations en lien avec l'objet du marché à une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou une Entreprise adaptée.

1.14.3 Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le pouvoir adjudicateur a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement coordonnée par l'EPEC.

Coordonnées de l'interlocuteur EPEC :

Adel AATALLA
Chargé de projets clauses sociales et relation entreprises
adel.aatalla@epec.paris

Dans ce cadre, l'EPEC a pour mission :

- Informer l'entreprise attributaire des modalités de mise en œuvre de la clause sociale ;
- Accompagner l'entreprise dans la recherche de candidats éligibles à la clause sociale (fiche de poste établie conjointement entre l'entreprise et l'EPEC) ;
- Accompagner l'entreprise dans la mise en œuvre d'actions de formation ;
- Organiser le suivi des publics jusqu'à la fin de la période d'intégration dans l'emploi avec le concours de structures spécialisées ;
- Informer et orienter l'entreprise en direction des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) du territoire parisien concerné par la spécificité du marché ;
- Suivre la bonne exécution de la clause d'insertion.

1.14.4 Les modalités de contrôle de l'action d'insertion

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par l'EPEC à deux niveaux : un contrôle de l'éligibilité des publics et un contrôle de l'exécution des heures.

Le contrôle de l'éligibilité des publics exige la transmission par l'entreprise à l'EPEC de pièces justificatives. Une liste mentionnant les documents justificatifs à fournir en fonction des critères d'éligibilité sera transmise au titulaire après la notification du marché.

Les informations transmises seront traitées en conformité avec les règles applicables au traitement des données à caractère personnel (voir clause RGPD ci-après).

A la demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire fournit, à date fixe (31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre) et avant le 15 du mois suivant, tous les renseignements qui permettent le contrôle de l'exécution et l'évaluation des actions réalisées au cours du trimestre conformément à la liste qui lui a été fournie.

Ces éléments sont envoyés au pouvoir adjudicateur et aux destinataires suivants de l'EPEC :

adel.aatalla@epec.paris
bibata.maiga@epec.paris

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 11.4 du présent CCAP.

En tout état de cause, le prestataire doit informer le pouvoir adjudicateur, par courrier recommandé avec AR, s'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement d'insertion.

A l'issue du marché, le maître d'œuvre s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées pendant l'exécution du marché.

1.14.5 Clause RGPD relative au contrôle et au suivi de l'action d'insertion

Le titulaire est informé que la gestion des données personnelles permettant le suivi et le contrôle de l'action d'insertion est confiée à l'EPEC.

Ces données personnelles seront traitées dans le logiciel CLAUSE développé par la société ARCHE MC2 qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

A ce titre, les bénéficiaires, les représentants de l'entreprise, les représentants du donneur d'ordre, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application des considérations sociales d'insertion sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif.

L'EPEC est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de :

- 48 mois à compter de la date d'entrée dans le dispositif de la personne et 24 mois après la fin du marché concerné. Dans le cadre de la charte insertion NPNRU, ces informations devront être conservées jusqu'en 2032 inclus.
- En l'absence de positionnement sur un emploi, les données seront conservées 6 mois maximum.

Durant cette période, l'EPEC met en place tous moyens pour assurer la confidentialité et la sécurité des données personnelles, de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés.

Ces durées de conservations ne pourront s'appliquer si :

- Le titulaire exerce son droit de suppression des données le concernant, dans les conditions décrites ci-après ;
- Une durée de conservation plus longue est autorisée ou imposée en vertu d'une obligation légale ou réglementaire.

L'accès aux données personnelles est strictement limité aux services de l'EPEC et à ses partenaires emploi/insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches. Ils sont soumis à une obligation de confidentialité et ne peuvent utiliser ces données qu'en conformité avec les dispositions contractuelles et la législation applicable. Ces organismes et l'EPEC s'engagent à ne pas vendre, louer, céder ni donner accès à des tiers aux données sans le consentement préalable du titulaire, à moins d'y être contraint en raison d'un motif légitime (obligation légale, lutte contre la fraude ou l'abus, exercice des droits de la défense, etc.).

Conformément à la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement européen n°2016/679/UE du 27 avril 2016 (applicable dès le 25 mai 2018), le titulaire bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité et d'effacement de ses données ou encore délimitation du traitement des données. Le titulaire peut également, pour des motifs légitimes, s'opposer à leur traitement.

Sous réserve de la production d'un justificatif d'identité valide, le titulaire peut exercer ses droits en contactant l'EPEC par email à l'adresse suivante dpo@epec.paris ou par courrier :

Ensemble Paris Emploi Compétences
18 rue Goubet
75019 Paris.

La non-fourniture ou la non-autorisation de la transmission de ces informations entraînera l'impossibilité de donner une suite à ce positionnement.

Pour toute information complémentaire ou réclamation, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés peut être contactée :

Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL)
3 Place de Fontenoy
TSA 80715
75334 PARIS CEDEX 07

ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

En application de l'article R. 2191-46 du Code de la commande publique, le maître d'ouvrage remet à la demande du maître d'œuvre, une copie de l'original du marché revêtue d'une mention dûment signée, par lui, indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au maître d'œuvre de céder ou de nantir des créances résultant du marché, ou un certificat de cessibilité conforme à un modèle défini par arrêté du ministre chargé de l'économie.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-MOE, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissant :

2.1 - Pièces particulières :

- l'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes :

- Annexe n°1 : Demande d'acceptation des sous-traitants ;
- Annexe n°2 : a. Décomposition du forfait de rémunération par tranche, par élément de mission et par cotraitant ; b. Décomposition du forfait de rémunération par intervenant, temps passé et coût journalier ;
- Annexe n°3 : Organigramme de la maîtrise d'œuvre ;
- Annexe n°4 : Calendrier prévisionnel de l'opération ;
- Annexe n°5 : Clauses sociales ;

- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ses annexes :

- Annexe n°1 : Eléments de mission du MOE ;
- Annexe n°2 : Système informatique de gestion financière des marchés de travaux (Ediflex) ;
- Annexe n°3 : Chartes faibles nuisances de l'OPPIC ;

- les pièces techniques :

○ Le Programme Technique Détaillé (PTD) et ses annexes :

- Annexe n°1 : Etude de faisabilité ENR ;
- Annexe n°2 : Etude de faisabilité GTB ;
- Annexe n°3 : Phasage Travaux ;
- Annexe n°4 : Additif au PTD ;

○ La Base documentaire constituée des diagnostics et études déjà réalisées

- Audit technique et architectural ;
- Audit énergétique ;
- Audit Exploitation Maintenance ;
- Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant du plomb ;
- Analyse de diagnostic structure et ses annexes ;

- **L'offre technique et financière du maître d'œuvre**, composée de pièces écrites et éventuellement graphiques, y compris les compléments apportés en cas de négociation ou de mise au point ;

- **Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants**, postérieurs à la notification du marché.

2.2 - Pièces générales :

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel que ce mois est défini à l'article 2 de l'acte d'engagement.

- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de maître d'œuvre (CCAG-MOE) issu de l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de maîtrise d'œuvre ;

- le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux marchés publics de travaux de génie civil et de bâtiment, en vigueur lors du mois d'établissement des prix (mois m0 indiqué dans l'acte d'engagement) approuvé par le décret n° 2000.524 du 15 juin 2000 (J.O. du 18 juin 2000) modifiée par arrêté du 30 mai 2012 relatif à la composition du CCTG applicable aux marchés publics de travaux ;

- le Code de la commande publique créé par le Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 et notamment le Livre IV du Code de la commande relatif aux dispositions propres aux marchés publics liés à la maîtrise d'ouvrage publique et à la maîtrise d'œuvre privée, et l'annexe 20 du Code de la commande publique.

Les pièces générales, bien que non jointes au présent marché, sont réputées connues des parties.

ARTICLE 3 - TVA

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent CCAP sont exprimés hors TVA.

ARTICLE 4 - RETENUE DE GARANTIE

Le marché ne prévoit pas de retenue de garantie. Le recouvrement des sommes dont le maître d'œuvre serait reconnu débiteur au titre du marché sera effectué selon la procédure de l'ordre de reversement.

CHAPITRE II - REMUNERATION DU MAÎTRE D'OEUVRE, PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES

ARTICLE 5 - FORFAIT DE REMUNERATION

5.1 - Modalités de fixation des forfaits de rémunération

Le forfait provisoire de rémunération de la mission de maîtrise d'œuvre décrite au 1.5 du présent CCAP est fixé à l'article 2.4.1 de l'acte d'engagement sur la base de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux et prestations aussi fixées à l'article 2.2 de l'acte d'engagement.

Les forfaits définitifs de rémunération des missions d'assistance complémentaires décrites au 1.5 du présent CCAP sont fixés à l'article 2.4.3 de l'acte d'engagement.

Le montant provisoire de la rémunération tient compte :

- des éléments de complexité liés au planning, à la fermeture du bâtiment et à la teneur du projet à dominante énergétique ;
- de l'analyse des offres et de la participation à la négociation ;
- des assurances.

Le forfait définitif de rémunération fera l'objet d'un avenant au présent marché. Il tient notamment compte du programme définitif de l'opération, arrêté par le maître d'ouvrage à l'issue de l'APD.

L'augmentation éventuelle du coût prévisionnel des travaux n'est pas de nature à entraîner systématiquement une augmentation du forfait de rémunération du maître d'œuvre et en particulier si l'augmentation du coût prévisionnel des travaux est due à sa sous-estimation dans son offre initiale.

Dans l'hypothèse où le montant du forfait est inchangé, la fixation du forfait définitif de rémunération pourra également s'opérer par simple échange de courrier confirmant l'accord réciproque des parties. Il fera toutefois l'objet d'un avenant ultérieur.

5.2 - Modification de la rémunération en cours de mission

La rémunération du maître d'œuvre pourra être modifiée notamment pour tenir compte des situations suivantes :

- études modificatives ou complémentaires prescrites par le maître d'ouvrage ;
- suivi de travaux modificatifs ou complémentaires ;
- rectifications du forfait liées au non-respect du coût prévisionnel ou du coût de référence des travaux.

Les rémunérations complémentaires relatives aux études et suivi de travaux modificatifs seront calculées en utilisant les éléments de chiffrage figurant dans la décomposition des prix forfaitaires annexée au présent marché.

Ces rémunérations complémentaires et la prolongation de délai qui pourrait leur être associée seront arrêtées par le pouvoir adjudicateur après consultation du titulaire et lui sera notifiée sous la forme d'un avenant contractualisant les prestations auxquelles elles correspondent.

Par ailleurs, la rémunération du maître d'œuvre pourra être modifiée pour tenir compte de l'application de pénalités et réfections prévues par le présent marché.

5.3 - Dispositions diverses

Les forfaits de rémunération sont exclusifs de tout autre émolument et de tout autre remboursement de frais au titre de l'exécution des prestations objet du présent marché.

Les forfaits sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois m0 fixé dans l'acte d'engagement.

Le mandataire assure le pilotage des cotraitants du groupement. Dans l'hypothèse où la coordination ne serait pas ou incomplètement réalisée, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'opérer une réfaction au marché.

ARTICLE 6 - PRIX

Les répercussions sur tous les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations s'effectuent conformément aux articles R. 2112-7 à R. 2112-18 du Code de la commande publique.

Elles sont réputées réglées par les stipulations ci-après.

6.1 - Forme des prix

Le prix est global et forfaitaire et révisable suivant les modalités fixées ci-après.

6.1.1 Index de référence

L'index de référence choisi en fonction de sa structure pour représenter l'évolution du marché est l'index ingénierie I publié par l'institut national de la statistique et des études économiques.

6.1.2 Modalités de révision des prix

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précisé à l'acte d'engagement. Ce mois est appelé mois zéro ou encore « mois m0 ».

La révision est effectuée par application au prix d'un coefficient donné par la formule :

$$P = P0 [0,15 + 0,85 (Im-4/I0-4)]$$

Dans laquelle :

- P est le prix révisé ;
- Po est le prix initial indiqué à l'acte d'engagement et réputé établi sur la base des conditions économiques du "mois zéro" ;
- au dénominateur, figure la valeur de l'indice correspondant (I0-4) aux paramètres pour le mois antérieur de 4 mois au mois zéro ;
- au numérateur, figure la valeur de ce même indice à une date antérieure de 4 mois au mois d'exécution des prestations (Im-4).

Pour la mise en œuvre de cette formule, les calculs intermédiaires seront effectués avec au minimum quatre décimales et le coefficient applicable à Po arrondi, le cas échéant, au millième supérieur

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

6.2 - Nantissement et cession de créance – pièce à délivrer au titulaire

Il sera fait application de l'article 4.2 du CCAG-MOE

ARTICLE 7 – PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES OU MODIFICATIVES

Conformément à l'article 3.8 du CCAG-MOE, le maître d'ouvrage notifie des ordres de service au maître d'œuvre, lequel en accuse réception et doit s'y conformer. Toutefois, si le maître d'œuvre estime avoir des observations à faire valoir, notamment sur le prix des prestations, il dispose pour les notifier au maître d'ouvrage d'un délai de quinze (15) jours à compter de la date de réception par lui de l'ordre de service considéré, sous peine de forclusion.

Si les observations, dûment motivées, notifiées par le maître d'œuvre, visent à informer le maître d'ouvrage qu'un ordre de service présente un risque en termes de sécurité, de santé ou qu'il contrevient à une disposition législative ou réglementaire à laquelle le maître d'œuvre est soumis dans l'exécution des prestations objet du marché, le délai d'exécution de l'ordre de service est suspendu jusqu'à la notification de la réponse du maître d'ouvrage. En l'absence de réponse de ce dernier dans un délai de quinze jours, le maître d'œuvre n'est pas tenu d'exécuter l'ordre de service.

En complément de l'article 14 du CCAG-MOE, les modifications de caractère technique en cours d'exécution sont prescrites par ordre de service du maître d'ouvrage et donneront lieu à l'établissement d'un avenant.

Le titulaire du marché ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques sans autorisation préalable du pouvoir adjudicateur.

Lorsque le marché n'a pas prévu de prix pour les prestations supplémentaires ou modificatives demandées par le maître d'ouvrage au maître d'œuvre, l'ordre de service mentionné à l'article 14.1 du CCAG-MOE fixe provisoirement le prix nouveau retenu par le maître d'ouvrage pour leur rémunération après consultation du maître d'œuvre.

Ce prix provisoire, permettant une juste rémunération du maître d'œuvre, est utilisé pour le règlement des acomptes jusqu'à la fixation du prix définitif. Le maître d'œuvre est réputé avoir

accepté le prix provisoire fixé par l'ordre de service si, par dérogation à l'article 14.2 du CCAG-MOE, dans le délai de quinze jours suivant l'ordre de service qui lui a notifié ce prix, il n'a pas présenté d'observation au maître d'ouvrage en indiquant, avec toutes justifications utiles, le prix qu'il propose. En cas de désaccord, le maître d'ouvrage règle provisoirement les sommes qu'il admet.

Lorsque le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sont d'accord pour arrêter le prix définitif, celui-ci fait l'objet d'un avenant, sauf si le prix est devenu définitif dans le silence du maître d'œuvre en application de l'alinéa ci-dessus.

Par dérogation à l'article 14.2 du CCAG-MOE, le maître d'ouvrage peut émettre des ordres de service prescrivant des prestations supplémentaires ou modificatives même si le montant cumulé des ordres de service qui n'ont pas donné lieu à la signature d'un avenant est supérieur à 10 % du montant hors taxes du marché. Au-delà de ce seuil, le maître d'œuvre ne peut refuser d'exécuter le ou les ordres de service au motif qu'ils n'ont pas fait l'objet d'un avenant.

Le maître d'œuvre n'est pas tenu de se conformer à un ordre de service mentionné à l'article 14.2 du CCAG-MOE lorsque cet ordre de service n'a fait l'objet d'aucune valorisation financière.

Par dérogation à l'article 14.3 du CCAG-MOE, un tel refus d'exécuter opposé par le maître d'œuvre n'est toutefois recevable que s'il est notifié par écrit, avec les justifications nécessaires, au maître d'ouvrage, dans le délai de sept jours suivant la notification de l'ordre de service prescrivant les prestations.

En cas de désaccord sur le montant fixé dans l'ordre de service, le maître d'œuvre réserve cet ordre de service mais ne peut pas opposer un refus d'exécuter.

Le titulaire doit fournir un devis détaillé indiquant les modifications de prix et de délais à prévoir. Le titulaire dispose à cet effet d'un délai de quinze jours à compter de la notification de l'ordre de service, à moins que celui-ci n'ait spécifié un délai différent.

Les OS peuvent être notifiés par courriel avec accusé de réception.

Ce devis devra être détaillé et accompagné de tout élément justificatif utile ; il reprendra les codes et références figurant dans la DPGF.

L'ordre de service fixant les prix provisoires des prestations supplémentaires ou modificatives intervient au plus tard dans un délai de 15 jours à compter de la réception du devis par le maître d'ouvrage.

Dans le cas où le titulaire omettrait de transmettre ces éléments dans les délais impartis, le maître d'ouvrage établit un ordre de service sur la base de prix provisoires.

Lorsque le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire sont d'accord pour arrêter les prix définitifs, ceux-ci font l'objet, s'ils ne sont pas intégrés dans un avenant, d'un état supplémentaire de [prix forfaitaires](#), d'un bordereau supplémentaire de prix unitaires ou d'un bordereau supplémentaire de prix mixtes, signé des deux parties.

ARTICLE 8 - REGLEMENT DES COMPTES DU MAITRE D'ŒUVRE

8.1 - Avance

En application de l'option B de l'article 11 du CCAG-MOE, une avance de 5% (cinq pour cent) pourra être versée au maître d'œuvre, dans les conditions prévues aux articles R. 2191-7 et suivants du Code de la commande publique.

Le taux de l'avance fixé au paragraphe précédent est porté à 10 % lorsque le maître d'œuvre du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise.

Son montant n'est ni révisable, ni actualisable.

Pour le versement et le remboursement de l'avance, chaque tranche ferme ou optionnelle est considérée comme un marché distinct.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65 % du montant toutes taxes comprises des prestations qui lui sont confiées au titre du contrat ou de la tranche affermie et doit être terminé lorsque le montant de ces prestations atteint 80 % de ce montant.

8.2 – Modalités de règlement des acomptes

L'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 rend obligatoire la facturation électronique pour les émetteurs de facturation à destination des établissements publics, l'Etat et les collectivités territoriales.

Depuis le 1er janvier 2021, seules les factures déposées sur le serveur CHORUS PRO sont déclarées comme réceptionnées. Les factures doivent être transmises via le portail CHORUS PRO accessible par internet à l'URL

<https://chorus-pro.gouv.fr> ; soit

- En déposant ses factures en version PDF,
- En saisissant en ligne ses factures sur le portail.

Pour connaître les préalables techniques et toutes les informations complémentaires : <https://communaute.chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Par dérogation aux dispositions de l'article 11.2 du CCAG-MOE, la gestion des acomptes pour le maître d'œuvre est assurée par traitement informatique dans les conditions fixées à l'annexe n°2 du présent CCAP.

Par dérogation aux articles 11.2 et 11.8 du CCAG-MOE, le règlement des acomptes s'effectue dans les conditions suivantes :

Le règlement des sommes dues au maître d'œuvre fait l'objet d'acomptes calculés à partir de la différence entre deux décomptes successifs. Chaque décompte est lui-même établi à partir d'un état des prestations exécutées dans les conditions et dont la fréquence sont définis ci-après.

En application des articles 11.2, 11.4.1 et 11.4.2 du CCAG-MOE, l'échéancier des paiements suivra le tableau ci-après :

APS – Etudes d’Avant-Projet Sommaire	80% à la remise du dossier 20 % à la validation du dossier
APD - Etudes d’Avant-Projet Définitif	80% à la remise du dossier 20 % à la validation du dossier
PRO/DCE – Etudes projet – Dossier de consultation	80% à la remise du dossier 20 % à la validation du dossier
ACT – Analyse des candidatures et des offres, mise au point des contrats et/ou négociations	Au prorata de l'avancement de la mission
VISA	Au prorata de l'avancement de la mission
DET	85% au prorata de l’avancement de la mission 15% au prorata des décomptes finaux présentés
AOR	55% au prorata des réceptions effectuées 10% à la validation du dossier complet des DOE 25% à l’achèvement des levées de réserves 5% à l’issue de la 1 ^{ère} année de garantie de parfait achèvement 5% à l’achèvement de l’ensemble de la garantie de parfait achèvement (à la fin des éventuelles prolongations par le maître d’ouvrage)
<u>Missions d'assistance complémentaires :</u>	
DIAG (compléments des diagnostics existants)	100 % à la validation du dossier
EXE partielle (établissement des DPGF)	60% au prorata de l’avancement des études 40% à la validation du dossier
SYNTHESE (direction de la cellule synthèse)	Au prorata de l'avancement de la mission
Coordination SSI – Phase conception	70% à l’avancement de la mission 30% à la validation du cahier des charges fonctionnels du SSI
Coordination SSI – Phase réalisation	70% à l’avancement de la mission 30% à la réception du SSI
ACEM (Assistance et Conseil à l’Exploitation et la Maintenance)	Au prorata de l'avancement de la mission
Mission environnementale	Au prorata de l'avancement de la mission

Etat périodique :

L'état périodique établi par le maître d'œuvre indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le début du marché, par référence aux éléments constitutifs de la mission. L'état périodique sert de base à l'établissement par le maître d'œuvre du projet de décompte périodique auquel il est annexé.

Projet de décompte périodique :

Le projet de décompte correspond au montant des sommes dues au maître d'œuvre, résultant des prestations effectuées depuis le début du marché. Ce montant est évalué en prix de base.

Le projet de décompte périodique comporte les éléments définis à l'article 11.3 du CCAG-MOE.

Le maître d'ouvrage accepte ou rectifie le projet de décompte périodique et dresse un état d'acompte périodique.

Acompte périodique :

Le montant de l'acompte périodique de la période P à verser au maître d'œuvre est déterminé par le maître d'ouvrage qui dresse à cet effet un état faisant ressortir :

- le montant du décompte périodique ;
- l'avance et, dès que nécessaire, sa part de récupération.
- les pénalités éventuelles appliquées ;
- le surcoût des prestations éventuellement réalisées aux frais et risques du maître d'œuvre ;
- l'incidence de la révision des prix appliquée conformément à [l'article 6.1.2](#) ci-dessus sur la différence entre les décomptes périodiques respectivement de la période P et de la période précédente P-1 ;
- l'incidence de la TVA ;
- le montant total de l'acompte à verser augmentée éventuellement des intérêts moratoires dûs.

Le représentant du maître d'ouvrage notifie au maître d'œuvre l'état d'acompte ; s'il modifie le décompte périodique remis par le maître d'œuvre, il joint le décompte modifié.

Le paiement de l'acompte interviendra dans le délai global de paiement fixé à l'article R. 2192-10 du Code de la commande publique. Ce délai court à compter de la date de réception de la demande de paiement par le représentant du maître d'ouvrage.

Toutefois, ainsi que le prévoit l'article R. 2192-13 du Code de la commande publique, le point de départ du délai global de paiement est la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

8.3 – Paiement du solde – Décompte final – décompte général

Par dérogation aux articles 11.7 et 11.8 du CCAG-MOE, le paiement du solde du marché est effectué dans les conditions suivantes.

Après réception des prestations faisant l'objet du marché ou, si le marché est fractionné, d'une phase assortie d'un paiement partiel définitif, le maître d'œuvre doit adresser au représentant du maître d'ouvrage le décompte final du marché accompagné de sa demande de paiement pour solde.

Ce décompte établit le montant, en prix de base, des sommes auxquelles le maître d'œuvre peut prétendre du fait de l'exécution du marché. Il est remis au représentant du maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec avis de réception postal ou contre récépissé dûment daté et inscrit sur un registre tenu à cet effet, dans un délai de trente jours calendaires à compter de la date de notification de la décision de réception des prestations.

Le décompte final est accepté ou rectifié par le représentant du maître d'ouvrage pour tenir compte, le cas échéant, de l'application des termes correctifs, pénalités ou sommes mises aux frais et risques visés aux articles correspondants du présent CCAP.

Le représentant du maître d'ouvrage accepte ou rectifie le décompte final, puis établit le décompte général. Le décompte général est établi dans les mêmes conditions que celles définies pour l'établissement des acomptes mensuels.

Ce décompte général est notifié au maître d'œuvre avant la plus tardive des deux dates ci-après :

- 15 jours calendaires à compter de la réception du décompte final ;
- 15 jours calendaires après la parution de l'index permettant la révision du solde.

Le maître d'œuvre dispose d'un délai de **30 jours calendaires** pour remettre au représentant du maître d'ouvrage le décompte général signé, avec ou sans réserve, ou faire connaître les raisons pour lesquelles il refuse de le signer. Passé ce délai et par dérogation à l'article 35 du CCAG-MOE, le décompte général est réputé accepté par le maître d'œuvre. Il devient ainsi le décompte général et définitif.

Le paiement du solde interviendra dans le délai global de paiement fixé à l'article R. 2192-10 du Code de la commande publique. Ce délai court à compter de la date de réception du décompte général et définitif par le représentant du maître d'ouvrage.

En cas de contestation du maître d'œuvre sur le montant de la somme due, le représentant du maître d'ouvrage procède, dans les délais prévus au précédent alinéa, au paiement des sommes qu'il a admises au titre du décompte général. Le complément est payé, le cas échéant, après règlement du désaccord.

CHAPITRE III - DELAIS - PENALITES POUR RETARD

L'application des pénalités sera effectuée par précompte sur les décomptes mensuels du maître d'œuvre. Les pénalités ne sont pas révisables.

Toutes les pénalités issues des articles 9 à 11 du présent CCAP ne sont pas assujetties à la TVA.

Les pénalités seront appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du retard et sans que le titulaire ne soit invité à faire ses observations par dérogation à l'article 16.2.4 du CCAG-MOE.

Le nombre de jours de retard sera obtenu par différence entre la date de remise du document et la date limite. Il ne sera pas appliqué de pénalités de retard si le retard est imputable au maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 3.2.4 du CCAG-MOE, lorsque le délai dont dispose le maître d'œuvre expire un samedi, dimanche ou jour férié, le délai n'est pas prolongé jusqu'au jour ouvré suivant, la pénalité correspondante s'appliquant à partir du premier jour suivant l'expiration du délai et s'achève le jour de la date réelle de fin d'exécution de la prestation.

Par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG-MOE, et en cas de retard, le maître d'œuvre encourt les pénalités fixées aux articles 9, 10 et 11 du présent CCAP.

Les pénalités pourront, le cas échéant, se cumuler.

ARTICLE 9 - DELAIS - PENALITES POUR RETARD EN PHASE ETUDES

9.1 - Délais et pénalités pour retard pour l'établissement et la présentation des dossiers d'études

L'acte d'engagement fixe la durée d'établissement des documents d'études ainsi que le point de départ de ces délais.

En cas de retard dans l'établissement et la présentation des dossiers d'études, le maître d'œuvre encourt sur ses créances des pénalités dont le montant par jour de retard est fixé à :

- pour les dossiers d'Avant-Projet, à **1/100^{ème}** du montant de l'élément de mission correspondant,
- pour les dossiers de consultation des entreprises (incluant les études de projet et les études d'exécution), à **1/100^{ème}** du montant des éléments de mission (PRO + EXE) du marché,

Sur demande du maître d'œuvre, après accord du représentant du maître d'ouvrage, les pénalités appliquées s'effacent en cas de rattrapage des délais.

9.2 - Réception des documents d'études

9.2.1 Présentation des documents

Par dérogation à l'article 20.4.2 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre est dispensé d'aviser par écrit le maître d'ouvrage de la date à laquelle les documents d'études lui seront présentés.

9.2.2 Acceptation des documents d'études

Les documents d'études sont remis par le maître d'œuvre au maître d'ouvrage en 3 exemplaires dont un reproductible en complément du format numérique définitif complet.

Ils devront être remis au maître d'ouvrage sous format « .pdf » pour ce qui concerne l'ensemble des documents écrits et sous format « autocad » et « pdf » pour les plans.

Le maître d'ouvrage se prononce sur l'acceptation de chaque dossier d'étude dans le délai de **2 mois** à compter de la remise des documents formant ce dossier.

Le démarrage des prestations d'une partie technique ne pourra débuter qu'à compter de la validation ou réception expresse par le mandataire de la partie technique précédente.

Si cette acceptation est assortie d'observations et de remarques, le maître d'œuvre doit :

- pour le dossier des études d'avant-projet, tenir compte de ces observations et remarques dans l'élaboration du projet,
- pour les dossiers de consultation des entreprises comprenant les études de projet et les études d'exécution, remettre dans un délai de **5 jours ouvrables** les dossiers rectifiés. Le non-respect de ce délai, implique l'application des pénalités prévues à l'article 9.1 pour cette phase.

9.3 - Délais et pénalités pour retard dans l'exécution des reprises d'études

Le délai pour les reprises d'études nécessitées par l'application de l'article 12.7 du présent CCAP sera notifié par Ordre de Service accepté sans réserve au maître d'œuvre.

Une pénalité de **800,00 Euros H.T** par jour est applicable en cas de retard dans la remise des études complémentaires visées à l'article 12.7 du présent CCAP.

9.4 - Délais et pénalités pour retard dans l'exécution des prestations relatives aux modifications apportées en cours d'exécution du marché

Une pénalité de **800,00 Euros H.T** par jour est applicable en cas de retard dans la remise de toutes prestations demandées au cours de l'exécution du présent marché conformément aux dispositions de l'article 14.1 du CCAG-MOE.

10.1 - Vérification des projets de décomptes

Au cours de la réalisation des travaux, le maître d'œuvre doit procéder à la vérification des projets de décompte mensuels de l'entrepreneur.

Par dérogation aux dispositions des articles 11.5, 11.2 et 11.3 du CCAG-MOE, la gestion des décomptes et acomptes par l'entrepreneur, le maître d'œuvre, l'OPC et le représentant du maître d'ouvrage est assurée par traitement informatique dans les conditions fixées à l'annexe n°2 du présent CCAP, qui précise les conditions de fonctionnement du système informatique de gestion financière des marchés de travaux, dont le maître d'œuvre aura obligation de se servir.

Le délai maximum imparti au maître d'œuvre pour procéder à la vérification et à la transmission des pièces visées ci-avant est fixé à **6 jours**, à compter de la date de réception du projet de décompte mensuel.

Si ce délai n'est pas respecté, le maître d'œuvre encourt sur ses créances des pénalités dont le montant par jour de retard est égal à la plus élevée des deux sommes suivantes :

- soit, par jour de retard, **1/1000^{ème}** du montant TTC dudit décompte,
- soit, le montant des intérêts moratoires que le maître d'ouvrage aura été conduit à verser aux entrepreneurs concernés, du fait du retard du maître d'œuvre (articles R. 2192-32 à R. 2192-36 du Code de la commande publique).

10.2 - Décompte général

Par dérogation aux dispositions des articles 11.7 et 11.8 du CCAG-MOE, la vérification du projet de décompte final et l'établissement du projet de décompte général par le maître d'œuvre sont assurés par traitement informatique dans les conditions fixées dans les conditions fixées à l'annexe n°2 du présent CCAP, qui précise les conditions de fonctionnement du système informatique de gestion financière des marchés de travaux, dont le maître d'œuvre aura obligation de se servir.

Le délai d'établissement du projet de décompte général est fixé à **15 jours ouvrés** à partir de la réception du projet de décompte final remis par l'entrepreneur.

Si ce délai n'est pas respecté, le maître d'œuvre encourt sur ses créances des pénalités dont le montant par jour de retard est égal à la plus élevée des deux sommes suivantes :

- soit, par jour de retard, **1/1000^{ème}** du montant TTC dudit décompte,
- soit, le montant des intérêts moratoires que le maître d'ouvrage aura été conduit à verser aux entrepreneurs concernés, du fait du retard du maître d'œuvre (articles R. 2192-32 à R. 2192-36 du Code de la commande publique).

10.3 - Instruction des mémoires en réclamation

Le délai d'instruction par le maître d'œuvre d'un mémoire de réclamation émis par l'entrepreneur est de **20 jours** à compter de la date de réception par le maître d'œuvre du mémoire.

Si ce délai n'est pas respecté, le maître d'œuvre encourt sur ses créances des pénalités dont le montant par jour de retard est égal à **200,00 Euros H.T.**

10.4 - Suspension des délais de paiement

Lorsque la suspension du délai de paiement des sommes dues à l'entrepreneur s'avère nécessaire pour des raisons imputables à ce dernier, le maître d'œuvre doit aussitôt en informer le maître d'ouvrage afin de lui permettre de mettre en œuvre la procédure par l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception postal, **15 jours** au moins avant l'expiration du délai de paiement.

10.5 - Visa des études d'exécution des entrepreneurs

Le délai imparti au maître d'œuvre pour viser les études d'exécution de l'entrepreneur est de **15 jours** à compter de la date de réception par le maître d'œuvre des documents.

Si ce délai n'est pas respecté, le maître d'œuvre encourt sur ses créances des pénalités dont le montant par jour de retard est égal à **150,00 Euros H.T.**

10.6 - Établissement des comptes-rendus de réunion

Le maître d'œuvre établit les comptes-rendus de réunion de chantier qu'il diffuse à tous les participants dans le délai de **5 jours** à compter de la date de la réunion.

Si ce délai n'est pas respecté, le maître d'œuvre encourt sur ses créances des pénalités dont le montant par jour de retard est égal à **500,00 Euros H.T.**

10.7 – Travaux supplémentaires ou modificatifs

En cas de travaux supplémentaires ou modificatifs, le maître d'œuvre notifie à l'entrepreneur l'exécution de ces travaux par ordre de service.

Cet ordre de service fixe le délai maximum dans lequel l'entrepreneur doit lui transmettre son devis. Ce délai ne saurait être inférieur à **15 jours**.

L'ordre de service fixant les prix provisoires des prestations supplémentaires ou modificatives intervient au plus tard dans un délai de **15 jours** à compter de la réception du devis de l'entrepreneur par le maître d'œuvre et après l'accord du maître d'ouvrage.

Si ce délai n'est pas respecté, le maître d'œuvre encourt sur ses créances des pénalités dont le montant par jour de retard est égal à **150,00 Euros H.T.**

10.8 - Opérations préalables à la réception

Les opérations de réception des travaux se dérouleront de la manière suivante :

L'entrepreneur avise, à la fois, le maître de l'ouvrage et le maître d'œuvre, par écrit, de la date à laquelle il estime que les travaux ont été achevés ou le seront.

Le maître d'œuvre dispose d'un délai de **20 jours** à compter de la date d'achèvement des travaux fixée sur cet avis pour procéder aux opérations préalables à la réception en présence des entrepreneurs dûment convoqués et du représentant du maître d'ouvrage.

Si ce délai n'est pas respecté, le maître d'œuvre encourt sur ses créances des pénalités dont le montant par jour de retard est égal à **300 Euros H.T.**

Les opérations préalables à la décision de réception comportent, en tant que de besoin :

- la reconnaissance des ouvrages exécutés ;
- les épreuves éventuellement prévues par le marché ;
- la constatation éventuelle de l'inexécution des prestations prévues au marché ;
- la vérification de la conformité des conditions de pose des équipements aux spécifications des fournisseurs conditionnant leur garantie ;
- la constatation éventuelle d'imperfections ou malfaçons ;
- la constatation du repliement des installations de chantier et de la remise en état des terrains et des lieux ;
- les constatations relatives à l'achèvement des travaux.

Le représentant du maître d'ouvrage, avisé par le maître d'œuvre de la date de ces opérations, peut y assister ou s'y faire représenter. Ces opérations préalables à la réception feront l'objet d'un procès-verbal dressé sur le champ par le maître d'œuvre et propre à chaque marché de travaux.

Le procès-verbal doit également mentionner soit la présence du représentant du maître d'ouvrage, soit, en son absence, le fait que le maître d'œuvre l'avait avisé.

En cas d'absence du maître d'œuvre aux opérations préalables à la réception ou de refus non justifié de procéder à ces opérations, le représentant du maître d'ouvrage pourra se faire assister d'un expert. Les prestations effectuées par l'expert désigné par le représentant du maître d'ouvrage seront mises aux frais et risques du maître d'œuvre.

Le maître d'œuvre disposera d'un délai de **5 jours** à compter de la date du procès-verbal des opérations préalables à la réception pour faire connaître aux entrepreneurs s'il a ou non proposé au représentant du maître d'ouvrage la réception et, dans l'affirmative, la date d'achèvement des travaux qu'il a proposé de retenir, ainsi que les réserves dont il a éventuellement proposé d'assortir la réception.

Si ce délai n'est pas respecté, le maître d'œuvre encourt sur ses créances des pénalités dont le montant par jour de retard est égal à **3000,00 H.T.**

Les mêmes clauses s'appliquent aux procès-verbaux relatifs aux prestations ou épreuves dont l'exécution a fait l'objet de réserves lors de la réception et aux propositions complémentaires correspondantes du maître d'œuvre au représentant du maître d'ouvrage.

10.9 - Dossier des ouvrages exécutés (DOE)

Le délai imparti au maître d'œuvre pour examiner les DOE des entreprises est de **30 jours** à compter de la date de réception par le maître d'œuvre des documents.

Si ce délai n'est pas respecté, le maître d'œuvre encourt sur ses créances des pénalités dont le montant par jour de retard est égal à **200,00 H.T.**

10.10 - Délais et pénalités pour retard dans l'examen des désordres pendant la période de garantie de parfait achèvement

Pendant la période de garantie de parfait achèvement, pour l'examen des désordres signalés par le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre disposera d'un délai qui lui sera notifié par Ordre de Service accepté sans réserve.

Une pénalité de **200,00 Euros H.T** par jour est applicable en cas de retard dans la remise du rapport d'examen de ces désordres.

10.11 - Points divers concernant les délais

Dans le cadre de sa responsabilité particulière, le maître d'œuvre doit tout mettre en œuvre pour que chaque intervenant puisse concourir à la réalisation de l'ouvrage dans le cadre du calendrier général qui s'impose à tous.

- Délai d'exécution des travaux

Les marchés de travaux fixent les délais d'exécution des travaux.

Au cas où le calendrier de l'opération est modifié par décision du maître d'ouvrage, le nouveau calendrier doit être notifié aux entrepreneurs par un ordre de service du maître d'œuvre.

- Remise de documents pour l'ordonnancement, le pilotage et la coordination

Le maître d'œuvre doit fournir au pilote et au maître d'ouvrage les informations et documents nécessaires à leurs missions.

11.1 - Production des documents visés aux articles D.8222-5 et -7 du Code du travail

Sur demande écrite du représentant du maître d'ouvrage, en recommandé avec accusé de réception, le maître d'œuvre produira les documents visés à [l'article 1.13](#) du présent CCAP (article D. 8222-5 et -7 du Code du travail). Une pénalité **250,00€ H.T** par jour de retard sera appliquée en cas de retard dans la production des documents, dans le délai que le représentant du maître d'ouvrage aura fixé dans son courrier.

En application de l'article L8222-6 du code du travail, le montant des pénalités est, au plus égal à 10 % du montant du marché et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.

11.2 - Production des attestations d'assurance de responsabilité civile en cours de chantier et après travaux et de responsabilité civile décennale

Conformément à [l'article 15](#) du présent CCAP, le maître d'œuvre est tenu de communiquer au maître d'ouvrage ses attestations d'assurances dans un délai de **15 jours** à compter de la notification du marché.

En cas de retard dans la remise de ces documents, la pénalité suivante sera appliquée : **250,00€ H.T** par jour de retard.

11.3 - Transmission des contrats de sous-traitance au maître d'ouvrage

Conformément à [l'article 1.3](#) du présent CCAP, le maître d'œuvre est tenu de communiquer le ou les contrats de sous-traitance au représentant du maître d'ouvrage lorsque celui-ci en fait la demande.

En cas de retard dans la remise de ces documents et par dérogation à l'article 3.6.3 du CCAG-MOE, la pénalité suivante sera appliquée : **250,00 € HT** par jour de retard.

11.4 - Pénalités pour non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique

En cas de non-respect par le titulaire des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion à réaliser, il sera appliqué une pénalité de **160 euros** par heure d'insertion non réalisée.

En cas de non-transmission des attestations et des justificatifs propres à permettre le contrôle de l'exécution des actions d'insertion, le titulaire subira une pénalité égale à **75 euros** par jour de retard à compter de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur.

11.5 - Pénalités pour non-déclaration de changement de domiciliation bancaire

L'absence de déclaration de changement de domiciliation bancaire se verra sanctionnée de pénalités dont le montant sera égal aux intérêts moratoires induits par le retard de paiement qui en aura résulté.

11.6 - Pénalités pour absence en réunions

En cas d'absence en réunions en phases études ou en phases travaux demandées par le représentant du pouvoir adjudicateur (réunions coordination, chantier, réception...), le titulaire du présent marché subira une pénalité égale à **200 euros** par jour d'absence constaté.

CHAPITRE IV- CONTROLE DES ENGAGEMENTS DU MAITRE D'ŒUVRE SUR LES COUTS

ARTICLE 12 - CONTROLE DU COUT DE L'OPERATION

Le maître d'ouvrage attache une grande importance à ce que le coût des travaux et prestations, à chaque stade d'avancement de l'opération, soit le plus proche possible de l'enveloppe fixée à l'Acte d'Engagement.

12.1 - Enveloppe et contenu des prestations

L'enveloppe affectée aux travaux comprend l'ensemble des travaux nécessaires à la réalisation de l'entièreté du programme. **Les prestations intègrent également les moyens à déployer afin d'assurer la tenue des délais de l'opération, tant en phase d'études que de réalisation.**

Seules sont exclues de cette enveloppe les prestations suivantes :

- signalétique définitive du site ;
- mobilier ;
- relogements provisoires des agents pendant la durée des travaux, ainsi que tous les autres services hébergés actuellement dans les sites ;
- frais de déménagement de l'ensemble des personnels et des matériels.

L'enveloppe financière prévisionnelle (Ef) définie à l'article 2.2 de l'acte d'engagement du présent marché comprend l'ensemble des travaux nécessaires à la réalisation du programme tel que décrit dans les pièces constitutives correspondantes du présent marché.

Elle est réputée être établie sur la base des conditions économiques du mois m0 fixé par l'acte d'engagement.

Cette enveloppe est réputée calculée sur la base :

- d'une réalisation des travaux en lots séparés ou en « macro-lots », selon l'hypothèse d'allotissement la plus défavorable d'un point de vue financier ;
- des résultats des investigations effectuées préalablement au lancement du présent marché de maîtrise d'œuvre et présents dans le dossier de consultation à destination des concepteurs.

12.2 - Estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux (une fixation à l'issue de l'APS)

L'estimation provisoire établie par le maître d'œuvre à l'issue de la phase d'APS doit être la plus proche possible de l'enveloppe financière considérée, compte tenu des évolutions de programme et de projet acceptées par le maître d'ouvrage durant cette phase. En cas de dépassement, la poursuite des études est assujettie à un accord préalable sur une revalorisation de l'enveloppe et un engagement express du maître d'œuvre de respecter le nouvel objectif.

12.3 - Estimation définitive du coût prévisionnel des travaux (Cp)

L'estimation définitive établie par le maître d'œuvre **à l'issue de la phase d'APD** doit être la plus proche possible de l'objectif fixé au maître d'œuvre en fin de phase APS. Si un accord peut intervenir, le coût prévisionnel des travaux ainsi que le forfait définitif de rémunération peuvent alors être fixés par avenant. Faute d'accord, le marché est résilié.

12.4 - Cout prévisionnel des travaux

Les coûts prévisionnels des travaux, estimés à chaque phase de conception par le maître d'œuvre, sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois m0 fixé par l'acte d'engagement.

L'avancement des études permet au maître d'œuvre de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur l'enveloppe financière prévisionnelle des travaux (Ef).

Le cout prévisionnel des travaux tel qu'estimé par le maître d'œuvre à chaque phase de conception, doit être au plus égal au montant de l'enveloppe financière prévisionnelle (Ef) définie à l'acte d'engagement.

Si néanmoins l'estimation de la maîtrise d'œuvre du coût prévisionnel des travaux, au moment de la remise des prestations d'une phase et à programme constant, est supérieure à l'enveloppe financière arrêtée dans l'acte d'engagement :

- Le pouvoir adjudicateur peut refuser de réceptionner les prestations et demander au maître d'œuvre, qui s'y engage, de reprendre gratuitement ses études pour aboutir à un projet compatible avec l'enveloppe financière citée ci-dessus ;

- Le pouvoir adjudicateur peut également décider d'appliquer des pénalités pour retard jusqu'à la fourniture du projet compatible avec l'enveloppe financière, le titulaire subira une pénalité égale à **100 euros** par jour d'absence constaté.

Le maître d'œuvre s'engage sur le coût prévisionnel des travaux (**Cp**) sur la base des études d'APD. Ce Cp est le montant de toutes les prestations de travaux nécessaires pour mener à son terme la réalisation de l'opération conformément au programme.

12.5 Fixation de l'estimation définitive du cout prévisionnel des travaux (Cp) et du forfait définitif de rémunération – Clause de non-proportionnalité de la rémunération au regard du cout des travaux – Clause de réexamen

Après validation de l'APD par le pouvoir adjudicateur, un avenant fixe le montant de l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux que le maître d'œuvre s'engage à respecter. Le montant de la rémunération définitive du maître d'œuvre est également arrêté à l'issue de la validation de l'APD, par voie d'avenant.

Pour passer de la rémunération provisoire à la rémunération définitive, les parties conviennent de modifier le marché conformément à l'article R. 2194-1 du code de la commande publique en appliquant la clause de réexamen suivante :

Le montant définitif de la rémunération forfaitaire maximum pour la mission de base est calculé dans les conditions suivantes :

Tout d'abord, la différence entre le cout prévisionnel des travaux et l'enveloppe financière initiale (Cp - Ef) est décomposée en :

- « Ta » : travaux supplémentaires ou modificatifs nés d'aléas et sujétions apparus pendant les études de conception
- « Tm » : travaux supplémentaires ou modificatifs nés de modifications de programme validées par le maître d'ouvrage
- « Ti » : travaux supplémentaires ou modificatifs, indispensables à la réalisation de l'ouvrage selon les données du programme initial et ne relevant pas des catégories « Ta » et « Tm » visées ci-avant

Les travaux de type « Ti » n'ouvriront droit à aucune rémunération complémentaire par rapport au forfait provisoire.

En ce qui concerne, les surcouts liés aux travaux de type « Ta » et « Tm » :

- Si ces travaux supplémentaires ne nécessitent pas d'études supplémentaires, aucune rémunération complémentaire ne sera versée ;
- Si ces travaux supplémentaires nécessitent des études supplémentaires, la rémunération complémentaire sera appréciée au regard des missions de maîtrise d'œuvre impactées pour chacune des modifications en question. Les taux fixés par le marché, issus de la DPGF, seront appliqués pour le calcul de la rémunération complémentaire, qui sera donc restreinte aux seules missions effectivement mobilisées pour ces travaux modificatifs.

Le forfait définitif sera ainsi égal à la somme du forfait provisoire et de la rémunération complémentaire issue des surcouts relatifs aux travaux de type « Ta » et « Tm ».

Dans le cas où le coût prévisionnel des travaux (Cp) serait inférieur ou égal à l'enveloppe financière (Ef), le forfait définitif de rémunération resterait inchangé.

12.6 Suivi des modifications apportées par le maître d'ouvrage en phase études

A l'issue de chaque phase d'études de conception (APS, APD, PRO) et lors de la remise du DCE, le maître d'œuvre établira la liste des modifications affectant le projet par rapport à la phase précédente.

Pour chaque poste de la liste, le maître d'œuvre fournira une justification de la modification, l'estimation de son incidence financière en matière de coût des travaux et une proposition argumentée de classement suivant les catégories Ta, Tm et Ti telles que définies ci-avant.

Après accord du maître d'ouvrage sur le classement de ces modifications, les travaux supplémentaires de type Ta et Tm ouvriront droit à rémunération complémentaire dans les mêmes conditions que celles évoquée à l'article 12.5 du présent CCAP. Cette rémunération complémentaire sera traitée par voie d'avenant.

Afin d'assurer une traçabilité des échanges entre le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre en cours d'études, un système de « fiches questions-réponses » (FQR) sera mis en place. A l'initiative du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage, elles permettront d'affiner la définition du besoin et la bonne compréhension des attendus du programme. Elles permettront également, le cas échéant, de tracer les demandes de modifications apportées par le maître d'ouvrage en cours d'études.

12.7 - Consultation des entreprises et fixation du coût de référence des travaux

Le maître d'œuvre est réputé avoir prévu, dans le document ayant servi de base à la consultation des entreprises, tous les travaux nécessaires à la réalisation du programme et du projet.

Lorsque le maître d'ouvrage dispose des résultats de la mise en concurrence des entreprises travaux, le maître d'œuvre établit le coût de référence des travaux.

Ce coût est obtenu en multipliant le montant des offres retenues après analyse, tous critères confondus, comme la plus intéressante, par un coefficient de réajustement égal au rapport de l'index BT01 pris respectivement au mois m_o des offres travaux visées ci-dessus et au mois m_e des études du marché de maîtrise d'œuvre fixé à l'acte d'engagement (coefficient est arrondi au millième supérieur).

Si le coût de référence est supérieur au C_p assorti d'un seuil de tolérance de 5% (soit $C_p \times 1,05$), le pouvoir adjudicateur :

- peut déclarer la consultation sans suite ;
- peut déclarer la consultation sans suite et demander, sans que cela n'ouvre droit à rémunération complémentaire, la reprise des études. Le maître d'œuvre a l'obligation de les reprendre, conformément au programme, pour aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises travaux devant conduire à une offre respectant le seuil de tolérance. Le maître d'œuvre fait des propositions dans ce sens au maître d'ouvrage dans un délai de 15 (quinze) jours suivant la demande. A défaut les pénalités de retard pourront être appliquées : le titulaire du présent marché subira une pénalité égale à **100 euros** par jour de retard constaté.

Sur la base de cette nouvelle étude et après acceptation par le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre doit alors établir un nouveau DCE dans un délai de 15 (quinze) jours à compter de l'accusé de réception de cette acceptation, pour permettre de lancer une nouvelle procédure. A défaut, les pénalités de retard pourront être appliquées/**100 euros** par jour de retard constaté ;

- peut décider d'entamer des négociations, dans le cas où le recours à la négociation est possible, et demander la reprise des études en ce sens. Dans ce cas, le maître d'œuvre a l'obligation de les reprendre, conformément au programme et sans que cela n'ouvre droit à rémunération complémentaire, pour aboutir à une offre respectant le seuil de tolérance dans le cadre des négociations. Le maître d'œuvre fait des propositions dans ce sens au maître d'ouvrage dans un délai de 15 (quinze) jours suivant la demande. A défaut, les pénalités de retard pourront être appliquées/**100 euros** par jour de retard constaté.

Si à l'issue des négociations avec les candidats du marché de travaux, le coût de référence reste supérieur au C_p assorti d'un seuil de tolérance de 5%, le pouvoir adjudicateur peut :

- Retenir une offre et appliquer une pénalité correspondant à :

$3 \times (\text{montant de l'offre retenue} - C_{px1,05}) \times F / \text{CPT}$,
F étant égal au forfait de rémunération définitif de la maîtrise d'œuvre fixé par avenant.

Le montant de cette pénalité est plafonné à 15% du montant de la rémunération des études ;

- Demander la reprise des études. Le maître d'œuvre a l'obligation de les reprendre, conformément au programme et sans que cela n'ouvre droit à rémunération complémentaire, pour aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises travaux devant conduire à une offre respectant le seuil de tolérance. Le maître d'œuvre fait des propositions dans ce sens au maître d'ouvrage dans un délai de 15 (quinze) jours suivant la demande. A défaut, les pénalités de retard seront appliquées **150 euros** par jour de retard constaté.

Sur la base de cette nouvelle étude et après acceptation par le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre doit alors établir un nouveau DCE dans un délai de 15 (quinze) jours à compter de l'accusé de réception de cette acceptation, pour permettre de lancer une nouvelle procédure. A défaut les pénalités de retard pourront être appliquées : **150 euros** par jour de retard constaté.

Ce taux de tolérance ne doit en aucune manière être assimilé à une marge d'augmentation déjà acquise.

Il revient par ailleurs au maître d'ouvrage d'estimer si la consultation est ou non fructueuse.

12.8 - Coût définitif des travaux (Cf)

Le coût définitif est arrêté par le maître d'ouvrage à la notification du dernier contrat de travaux. Ce coût, fixé en valeur mO précisé au contrat, sera égal à la somme des montants des marchés de travaux notifiés aux entreprises.

Ce coût sera déterminé sur proposition du maître d'œuvre en fin de phase A.C.T.

Ce coût sera notifié au maître d'œuvre par le maître d'ouvrage.

12.9 – Maitrise des couts pendant les travaux

12.9.1 Coût de Référence des Travaux et Coût constaté

Lorsque le maître d'ouvrage dispose des résultats de la mise en concurrence relative à la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre établit le coût de référence des travaux tel qu'il résulte de la consultation **(CRT)**.

Le CRT est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m0 correspondant au mois précédent la remise des offres des entreprises travaux.

Le coût constaté final **(CCF)**, déterminé après achèvement de l'ouvrage est le montant, en prix de base (conditions économiques du mois m0 travaux), des travaux réellement exécutés dans le cadre des marchés, y compris avenants, commandes et réclamations acceptées, intervenus pour la réalisation de l'ouvrage, hors révisions de prix et hors travaux modificatifs de type « Ta » ou « Tm » tels que définis à l'article 12 ci-avant.

Si le CCF est supérieur au CRT, éventuellement modifié, assorti d'un taux de tolérance, fixé à 5 % :

- le maître d'œuvre supporte une pénalité égale à : $2 \times (\text{CCF} - \text{CRT} \times 1,05) \times F / \text{CRT}$, F étant égal au forfait de rémunération définitive de la maîtrise d'œuvre fixé par avenant ;
- le montant de cette pénalité est plafonné à 15% du montant de la rémunération des éléments postérieurs à l'attribution du marché de travaux.

Si, en cours d'exécution de travaux, le CCF dépasse le CRT assorti du seuil de tolérance, des retenues intermédiaires peuvent être appliquées à la diligence du pouvoir adjudicateur par fractions réparties sur les décomptes correspondants aux éléments de mission DET et AOR.

Ce taux de tolérance ne doit en aucune manière être assimilé à une marge d'augmentation déjà acquise.

Tout dépassement doit immédiatement entraîner, de la part du titulaire, la mise en place de mesures, soumises à l'approbation du maître d'ouvrage, et destinées à revenir au plus près de son engagement initial.

Le Coût Constaté Final des travaux est égal à la somme des montants des décomptes généraux définitifs des contrats de travaux et de l'ensemble des dépenses nécessaires à l'exécution de ces travaux, établi en valeur m0.

Le Coût Constaté Final sera élaboré sur proposition du maître d'œuvre.

12.9.2 Suivi des travaux modificatifs ou supplémentaires

Lorsque des travaux modificatifs ou supplémentaires apparaissent en cours d'exécution des marchés de travaux, soit à la demande du maître d'ouvrage (demande de modifications de type « Tm ») ou à celle du maître d'œuvre (à la suite de sujétions techniques imprévues de type « Ta » ou bien de type « Ti » à la suite d'imprécisions dans le DCE ou d'erreurs dans la conduite des travaux), une fiche modificative (« FM ») est initiée par la maîtrise d'œuvre.

Cette fiche modificative comporte à minima les éléments suivants :

- La proposition de classement du maître d'œuvre selon les catégories « Ta », « Tm » ou « Ti » ;
- Les circonstances ayant conduit à ces travaux modificatifs ou supplémentaires ;
- Une description de la solution technique envisagée ;
- Les incidences maximales sur le cout et le délai des travaux ainsi que sur l'atteinte des performances techniques définies au programme (notamment sur le volet énergétique et environnemental du projet).

Sur la base de la fiche modificative validée par le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre établit l'ordre de service à destination de l'entreprise et le soumet au visa du représentant du pouvoir adjudicateur.

Le classement de ces travaux modificatifs ou supplémentaires est arrêté par le représentant du pouvoir adjudicateur, une fois les prix définitifs établis, par voie d'avenant.

Nota : quelle que soit la catégorie de l'ordre de service pour travaux modificatifs établi à prix provisoire, la différence entre le prix définitif et le prix provisoire pourra être classée en catégorie Ti si la différence relève d'une importante erreur d'appréciation du prix provisoire par le maître d'œuvre.

CHAPITRE V - EXECUTION DE LA MISSION

ARTICLE 13 - EXECUTION ET ORGANISATION DE LA MISSION DU MAITRE D'ŒUVRE

13.1 Vérification de la conformité et de la qualité du projet d'exécution

Au cours de la phase travaux, le maître d'œuvre doit procéder à l'examen de la conformité au projet et des études d'exécution faites par les entrepreneurs ainsi qu'à leur visa.

Le calendrier d'établissement de ces documents par les entreprises sera mis au point en accord avec les entrepreneurs pendant la période de préparation du chantier. Ce calendrier, une fois signé par les entreprises, deviendra contractuel.

Le délai de l'examen de la conformité au projet des études d'exécution faites par le(s) titulaire(s) du (des) marché(s) de travaux et leur visa sont fixés dans le présent document, après remise des documents par le(s) titulaire(s) du (des) marché(s) de travaux.

En outre, pendant l'exécution des travaux, la qualité des travaux et ouvrages devra être conforme aux dispositions qui ressortent de l'application des textes réglementaires et normatifs (règles de sécurité, normes françaises, DUT, avis techniques, etc.), des spécifications techniques détaillées du marché de travaux et des exigences formulées par les différentes autorités locales compétentes.

Dans le cas contraire, la mise en paiement des situations mensuelles d'honoraires du maître d'œuvre sera suspendue, jusqu'à ce qu'un plan de remise à niveau qualitatif ait été pris en concertation avec le maître de l'ouvrage ; ce plan comportera toutes les dispositions propres à corriger ces défauts de qualité.

13.2 Suivi de l'exécution des travaux

13.2.1 Suivi de l'exécution des travaux

La direction de l'exécution des contrats de travaux incombe au maître d'œuvre. Il est tenu de faire respecter par le(s) titulaire(s) du (des) marché(s) de travaux l'ensemble des stipulations du (des) marché(s) de travaux et ne peut y apporter aucune modification, sauf accord préalable du pouvoir adjudicateur, pour ce qui concerne les modifications ayant une incidence financière, calendaire ou sur les performances du projet.

Les représentants de la maîtrise d'œuvre chargés de la direction de l'exécution des travaux devront être habilités par le maître d'ouvrage au vu de leurs qualifications.

Conformément à l'article 6 du CCAG-MOE, le titulaire du présent marché assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier.

13.2.2 Ordres de service délivrés par le maître d'œuvre au(x) titulaire(s) du (des) marché(s) de travaux

Dans le cadre de l'élément de mission "Direction de l'exécution des travaux", le maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination du (des) titulaire(s) du (des) marché(s) de travaux, visés par tout moyen par le maître d'ouvrage.

Un ordre de service notifié sans l'autorisation écrite du maître d'ouvrage peut entraîner une pénalité égale au montant des travaux ainsi occasionnés.

Le maître d'ouvrage peut également ordonner directement la réalisation de travaux ou prestations par ordre de service.

Les ordres de service doivent être écrits, signés, datés et numérotés par le maître d'œuvre et adressés par celui-ci au titulaire du marché de travaux concerné, lequel lui retournera, après les avoir signés et complétés par la date de réception. Un exemplaire sera également adressé au maître d'ouvrage.

Le maître d'œuvre tient à jour un tableau des OS selon un modèle défini avec le maître d'ouvrage.

La carence constatée dans la délivrance des OS expose le maître d'œuvre à l'application des pénalités.

Toutefois, le représentant du maître d'ouvrage pourra lui-même notifier les décisions relatives :

- à la non-exécution d'une tranche optionnelle,
- à l'arrêt des travaux,
- au démarrage de la période de préparation,
- à la prolongation de la période de préparation,
- à l'autorisation de reprendre les travaux suite à des mesures coercitives.

13.3 Vérification des projets de décompte aux entrepreneurs

13.3.1 Elaboration des décomptes mensuels à régler aux entrepreneurs

Au cours de la réalisation des travaux, le titulaire du présent marché doit procéder à la vérification des projets de décompte mensuel des entrepreneurs.

Par dérogation aux dispositions des articles 12.1 et 12.2 du CCAG-Travaux, la gestion des décomptes et acomptes par l'entrepreneur, le titulaire et le représentant du pouvoir adjudicateur est assurée par traitement informatique dans les conditions fixées à l'annexe n°2 du présent CCAP, qui précise les conditions de fonctionnement du système informatique de gestion financière des marchés de travaux, dont le maître d'œuvre aura obligation de se servir.

Par dérogation à l'article 12.2.2 du CCAG-Travaux, le délai maximum imparti au titulaire pour procéder à la vérification et à la transmission des pièces visées ci-avant est fixé à 5 jours calendaires, à compter de la date de réception du projet de décompte mensuel.

Lorsque le représentant du pouvoir adjudicateur est empêché du fait de l'entreprise ou de ses sous-traitants de procéder à une opération nécessaire au paiement, il demande au maître d'œuvre de suspendre le délai de mandatement, dans les 3 jours calendaires suivant la demande. Le maître d'œuvre doit opérer cette suspension immédiatement.

Outre les pénalités prévues, si du fait d'un retard imputable au maître d'œuvre, le représentant du pouvoir adjudicateur est contraint de verser des intérêts moratoires aux entrepreneurs concernés, le maître d'œuvre subit une pénalité supplémentaire équivalente au montant des intérêts moratoires versés à l'entreprise.

13.3.2 Vérification du projet de décompte final d'un entrepreneur et établissement du décompte général

Par dérogation aux dispositions des articles 12.3 et 12.4 du CCAG-Travaux, la vérification du projet de décompte final et l'établissement du projet de décompte général par le titulaire sont assurés par traitement informatique dans les conditions fixées à l'annexe n°2 du présent CCAP, qui précise les conditions de fonctionnement du système informatique de gestion financière des marchés de travaux, dont le titulaire aura obligation de se servir.

La date limite du délai imparti au maître d'œuvre pour transmettre au pouvoir adjudicateur les décomptes généraux est fixé, pour chaque marché, à 15 jours calendaires à partir de la réception du projet de décompte final remis par l'entrepreneur.

Outre les pénalités prévues, si du fait d'un retard imputable au maître d'œuvre, le représentant du pouvoir adjudicateur est contraint de verser des intérêts moratoires aux entrepreneurs concernés, le maître d'œuvre subit une pénalité supplémentaire équivalente au montant des intérêts moratoires versés à l'entreprise.

13.3.3 Suspension des délais de paiement

Lorsque la suspension du délai de paiement des sommes dues à l'entrepreneur s'avère nécessaire pour des raisons imputables à ce dernier, le maître d'œuvre doit aussitôt en informer le maître d'ouvrage afin de lui permettre de mettre en œuvre la procédure par l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception postal, 7 jours au moins avant l'expiration du délai de paiement.

13.3.4 Instruction des mémoires en réclamation

Le délai d'instruction par le maître d'œuvre d'un mémoire de réclamation émis par l'entrepreneur est de 30 jours calendaire à compter de la date de réception par le maître d'œuvre du mémoire concerné. Dans le cas contraire, le maître d'œuvre s'expose à des pénalités.

13.3.5 Travaux connexes

Pour tous les contrats non soumis à l'obligation de conclure un marché suivant une procédure formalisée, passés par le maître de l'ouvrage et contribuant à la réalisation de l'ouvrage concerné

par le présent marché tel qu'il découle du programme, le maître d'œuvre vérifie la facture ou le mémoire transmis par l'entrepreneur.
Après vérification et attestation de l'exécution conforme des travaux, le maître d'œuvre transmet la facture ou le mémoire pour paiement au maître de l'ouvrage.

13.4 Opérations préalables à la réception

Les opérations préalables à la réception (OPR) pourront se faire en présence du représentant du maître d'ouvrage, lequel fera ses observations éventuelles au maître d'œuvre. Ce dernier devra alors faire procéder aux interventions nécessaires par les entrepreneurs, dans les délais qui leur seront indiqués par le représentant du maître d'ouvrage.

Les opérations préalables à la réception ont pour objet de vérifier dans chaque local et pour chaque équipement le respect des exigences définies dans les pièces contractuelles et les documents d'exécution.

Elles comportent notamment :

- La reconnaissance des ouvrages exécutés ;
- L'examen de tous les contrôles internes ou externes conduits par le titulaire ;
- La réalisation des épreuves prévues au(x) marché(s) ;
- La constatation éventuelle de l'inexécution des prestations prévues au(x) marché(s) ;
- La vérification de la conformité des conditions de pose des équipements aux spécifications des fournisseurs conditionnant leur garantie ;
- Les essais et vérifications figurant dans le document technique COPREC approuvé par les assureurs ;
- La constatation éventuelle d'imperfections, de malfaçons, de non-respect des performances définies dans le contrat et les documentations d'exécution ;
- La transmission du dossier des ouvrages exécutés, aux fins de transmettre un dossier complet et validé à la fin des OPR ;
- La constatation du repliement des installations de chantier et de la remise en état des terrains et des lieux ;
- La constatation de la qualité de finition.

Les opérations préalables à la réception auront lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux, après que les entrepreneurs auront avisé, a minima 30 jours à l'avance, le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage de cet achèvement.

Pendant cette période, le maître d'œuvre procédera aux vérifications nécessaires au démarrage des OPR et en informera le maître de l'ouvrage.

Plus particulièrement, il s'assurera que l'ensemble des vérifications, essais et contrôles prévues dans les marchés des entreprises ont bien été effectués avant la date d'achèvement des travaux et que les résultats ont également été transmis avant la date d'achèvement des travaux.

Une réunion se tient à l'initiative du maître d'ouvrage, avec le maître d'œuvre et les représentants de chacune des entreprises, dans un délai de 5 jours maximum à compter de la date d'achèvement prévisionnelle des travaux annoncée par les entreprises, afin de déterminer si les OPR peuvent commencer.

Les conditions permettant d'apprécier la capacité du maître d'œuvre à démarrer les opérations préalables à la réception, pour chaque lot, sont notamment les suivantes :

- Les travaux définis par les plans d'exécution et le cahier des clauses techniques particulières et donnant lieu à règlement sont réalisés ;
- Les documents d'exécution ont été produits et visés sans avis défavorable du maître d'œuvre ou du contrôleur technique ;
- Les contrôles définis dans le plan de contrôle qualité ont été exécutés et les éventuelles mesures correctives qui s'imposaient ont été mises en œuvre ;
- Les contrôles internes ou externes des entreprises intervenantes ou des fournisseurs ont été réalisés ; le titulaire doit en particulier apporter au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre, par une attestation d'organisme de contrôle agréé, la preuve qu'il a réalisé les essais et les contrôles d'ouvrages ou de parties d'ouvrage prévus par les fascicules concernés du CCTG-Travaux et fournir les résultats obtenus comportant le visa d'organisme de contrôle agréé ;

- Les équipements sont paramétrés et alimentés sous réserve du raccordement par les concessionnaires, le cas échéant avec une source provisoire, en eau, gaz, électricité, et sont en état de fonctionnement ;
- Le mobilier fixe est installé dans la limite de prestation des travaux concernés par le présent marché ;
- Le chantier et les abords extérieurs ont été nettoyés dans la limite de propriété des travaux concernés par le présent marché et sous réserve de l'accord de la municipalité et ses services pour la réalisation des travaux hors emprise.

En cas de refus de démarrer les OPR, le maître d'ouvrage, sur proposition du maître d'œuvre notifie sa décision de refuser le démarrage des OPR aux titulaires des lots travaux concernés, dans un délai de 48 heures ouvrées à compter de l'issue de la réunion. Les titulaires concernés proposent alors, dans les 5 jours ouvrés suivant la notification de la décision du maître d'ouvrage, une nouvelle date prévisionnelle d'achèvement de leurs travaux, qui fera l'objet de la même procédure que celle décrite précédemment.

En cas d'acceptation de démarrer les OPR, le maître d'œuvre le notifie au titulaire de chaque lot, en précisant le calendrier de réalisation desdites OPR dans un délai de 48 heures ouvrées à compter de l'issue de la réunion.

En cas d'absence du maître d'œuvre aux opérations préalables à la réception ou de refus non justifié de procéder à ces opérations, le représentant du maître d'ouvrage pourra se faire assister d'un expert. Les prestations effectuées par l'expert désigné par le représentant du maître d'ouvrage seront mises aux frais et risques du maître d'œuvre.

Les opérations préalables ne sont enserrées dans aucun délai. Leur durée n'est pas comprise dans le délai de réalisation des travaux.

Les OPR feront l'objet d'un procès-verbal unique par lot, dans les conditions fixées à l'article 41 du CCAG travaux.

Le maître d'œuvre disposera d'un délai de 5 jours à compter de la date du procès-verbal des opérations préalables à la réception pour faire connaître aux entrepreneurs s'il a ou non proposé au représentant du maître d'ouvrage la réception et, dans l'affirmative, la date d'achèvement des travaux qu'il a proposé de retenir, ainsi que les réserves dont il a éventuellement proposé d'assortir la réception.

Si ce délai n'est pas respecté, le maître d'œuvre encourt sur ses créances des pénalités.

Les mêmes clauses s'appliquent aux procès-verbaux relatifs aux prestations ou épreuves dont l'exécution a fait l'objet de réserves lors de la réception et aux propositions complémentaires correspondantes du maître d'œuvre au représentant du maître d'ouvrage.

13.5 Dossier des ouvrages exécutés

Pour chaque corps d'état, le dossier des ouvrages exécutés (DOE) devra être fourni, dûment vérifié par le maître d'œuvre. Chaque entrepreneur informera le maître d'ouvrage de ce dépôt chez le maître d'œuvre.

En cas de retard sur ce délai, le maître d'œuvre pourra subir des pénalités.

En outre, le maître d'œuvre joindra simultanément aux DOE entreprises travaux, les DOE architecte comprenant l'ensemble des plans de recellement ainsi que la proposition de déclaration d'achèvement et de conformité des travaux.

Le plan d'organisation de ce DOE pourra être prescrit par le maître d'ouvrage ; à défaut, il sera proposé par le maître d'œuvre et soumis au maître d'ouvrage avant constitution effective du dossier.

13.6 - Organisation des études et du suivi des travaux

13.6.1. Réunions de coordination

Le maître d'ouvrage impose des réunions de coordination et de suivi des études qui se tiennent en un lieu défini par le maître d'ouvrage en présence du représentant désigné du maître d'œuvre pour assurer les responsabilités et prendre les décisions découlant de l'exécution du présent contrat. Ce représentant peut être assisté d'un suppléant en cas d'absence.

Le maître d'ouvrage dresse l'ordre du jour et l'adresse au maître d'œuvre au plus tard la veille de la réunion.

Le maître d'ouvrage en dresse le compte-rendu et le notifie au maître d'œuvre.

Ce compte-rendu relate notamment les sujets abordés, les observations éventuelles et les décisions prises lors de ces réunions. Le maître d'œuvre s'oblige à tenir compte des observations du maître d'ouvrage et des décisions portées dans ce compte-rendu. En l'absence de remarques écrites du maître d'œuvre sur celui-ci, dans un délai de 5 jours à compter de la notification dudit compte-rendu, les décisions qui y sont formulées sont réputées acquises et acceptées par les parties.

13.6.2. Organisation des équipes

La collaboration de spécialistes peut être requise par le maître d'ouvrage dans le cadre des obligations définies par le présent marché. Ces spécialistes, payés par le maître d'œuvre, sont soumis à l'agrément du maître d'ouvrage, ils interviennent en qualité de consultants.

13.6.3. Collaborateurs du maître d'œuvre

Le maître d'œuvre désignera son ou ses collaborateurs habilités à le représenter auprès du maître d'ouvrage pour les besoins de l'exécution du marché dans les 10 jours suivant la notification du marché.

Il sera fait application des dispositions de l'article 3.4.3 du CCAG-MOE si, en cours de marché, le maître d'œuvre décide de remplacer ses collaborateurs, il soumet à l'acceptation du maître d'ouvrage les nouveaux collaborateurs en lui précisant leurs références.

Le maître d'ouvrage peut également récuser directement certains collaborateurs ; dans ce cas le maître d'œuvre s'oblige à remplacer les collaborateurs recusés.

13.7 - Utilisation des normes et de la langue française

Dans tous les documents fournis, le maître d'œuvre s'engage à n'appliquer que les normes et les mesures françaises ou autres normes applicables en France en vertu des accords internationaux ou de la transposition de directives européennes, en application du décret n°2009-697 du 16 juin 2009 relatif à la normalisation. Les dérogations éventuelles à ces normes doivent être motivées et récapitulées dans les contrats de travaux.

Tous les documents seront rédigés en langue française.

13.8 - Clauses diverses

13.8.1 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Application des principes généraux de prévention

Afin d'assurer la sécurité et de protéger la santé de toutes les personnes qui interviennent sur le chantier, au même titre que le maître d'ouvrage ou le coordonnateur SPS, le maître d'œuvre doit, tant au cours de la phase de conception, d'étude et d'élaboration de son projet, que pendant la réalisation de l'ouvrage, contribuer à la mise en œuvre des principes généraux de prévention.

Les mesures à adopter à ce titre comprennent des actions de prévention, d'information et de formation, ainsi que la mise en place d'une organisation et de moyens adaptés. La présence du coordonnateur SPS ne modifie en rien la nature et l'étendue des responsabilités incombant au maître d'œuvre.

Ainsi, en concertation avec le CSPS, le maître d'œuvre devra notamment prendre en compte les risques liés à la sécurité incendie en cours de chantier, aux éventuelles pollutions au plomb et amiante ou d'atteinte à la sécurité et santé des travailleurs à la fois en phase étude mais également en phase exécution. A ce titre, ce dernier devra alerter la maîtrise d'ouvrage sur les risques, proposer des préconisations d'intervention adaptées aux risques, prendre en compte les remarques et observations du CSPS et les observations des organismes concernant la sécurité et la protection des travailleurs en phase étude et exécution.

Collaboration en phase Etudes

Le maître d'œuvre est tenu d'associer le coordonnateur SPS dès la phase d'élaboration de ses études d'avant-projet sommaire (AVPS) et, plus spécialement, lors des choix architecturaux et techniques, ainsi que dans l'organisation opérationnelle du chantier.

Il devra convier le coordonnateur SPS à toutes les réunions qu'il organise, afin de permettre à ce dernier d'exercer correctement sa mission ; de même, il adressera ses études au coordonnateur SPS au fur et à mesure de leur élaboration.

Organisation générale du chantier

Les mesures d'organisation générale du chantier sont prises sous l'autorité du maître d'œuvre ; elles sont arrêtées en concertation avec le coordonnateur SPS.

Le maître d'œuvre participe au collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail, si les caractéristiques du chantier rendent cette instance obligatoire.

Le maître d'œuvre signale au coordonnateur CSPS tout manquement aux principes d'organisation générale du chantier et au PGCSPS, il l'informe notamment de toute intervention d'une entreprise qui ne serait ni titulaire d'un marché de travaux, ni sous-traitante régulièrement déclarée.

Le cas échéant, il interdit ou fait interdire d'accès au chantier, expulse ou fait expulser du chantier toute entreprise dont la situation lui paraît irrégulière.

Le maître d'œuvre répond aux observations ou notifications mentionnées sur le registre journal du coordonnateur SPS lorsqu'elles le concernent. Il peut se faire présenter le registre journal s'il l'estime nécessaire.

Pénalités

En cas de manquement à son obligation de transmettre tous les six mois et jusqu'à l'achèvement des prestations les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8227-7 du Code du travail, une pénalité forfaitaire de 300 euros par jour de retard sera appliquée. Parallèlement, le pouvoir adjudicateur mettra en demeure l'entreprise concernée de lui transmettre ces pièces. A défaut de transmission de ces pièces dans le délai imparti, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire.

Le montant des pénalités est, au plus égal à 10 % du montant du marché et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

En cas de découverte d'un sous-traitant non déclaré : 5.000 euros par infraction constatée.

En cas de manquement du titulaire à la réglementation relative au travail dissimulé : 5.000 euros par infraction constatée.

13.8.2 Modalités d'arrêt ou de résiliation des prestations ou du marché

Arrêt de l'exécution de la prestation

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des parties techniques telles que définies à l'article 1.5 du présent CCAP.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.

L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché.

La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire. Sous réserve des dispositions particulières mentionnées ci-après, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification

Achèvement de la mission

La mission du maître d'œuvre s'achève à la fin du délai de « parfait achèvement » (prévue à l'article 44 du CCAG applicable aux marchés de travaux) ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période. Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve.

L'achèvement de la mission du maître d'œuvre fait l'objet d'une décision établie sur sa demande par le représentant du maître d'ouvrage dans les conditions de l'article 21 du CCAG-MOE et constatant que le maître d'œuvre a rempli toutes ses obligations.

Par dérogation à l'article 20.3 du CCAG-MOE, cette demande ne pourra en tout état de cause être faite avant l'expiration du délai d'un an à compter de la dernière date de réception des différents marchés de travaux et après production par le maître d'œuvre des constats de parfait achèvement, établis par lui-même.

Résiliation du marché

Il sera fait, le cas échéant, application du chapitre 6 du CCAG- MOE (articles 25 à 34) avec les précisions et dérogations suivantes :

- Résiliation pour faute du maître d'œuvre ou cas particuliers

Si le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus à l'article 30.1 du CCAG-MOE, la fraction des prestations déjà accomplies par le maître d'œuvre et acceptées par le maître d'ouvrage est rémunérée avec un abattement de 10 %. Toutefois, dans le cas de résiliation à la suite du décès ou de l'incapacité civile du titulaire, les prestations sont réglées sans abattement.

En complément de l'article 30.1 du CCAG-MOE, le marché pourra être résilié dans le cas où le maître d'œuvre s'avérerait incapable de concevoir un projet pouvant faire l'objet d'un marché de travaux traité dans les limites du seuil de tolérance fixé à l'article 12.7 du présent CCAP ou bien dans le cas d'appel à la concurrence infructueux, lorsque le titulaire ne pourrait mener à bien les études ou négociations permettant la dévolution du marché de travaux dans les limites fixées à l'article 12 du présent marché.

Le marché peut également être résilié aux torts du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, avec exécution des prestations à ses frais et risques, en cas de non remise au pouvoir adjudicateur des documents prévus aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 du Code du travail et/ou en cas de non-respect par le titulaire de ses obligations au regard des articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du Code du travail.

- Résiliation pour motif d'intérêt général

En application de l'article 31 du CCAG-MOE, le pourcentage prévu est fixé à 4% des éléments non réalisés pour la détermination de la somme forfaitaire figurant au crédit du maître d'œuvre, à titre d'indemnisation.

- Résiliation du fait d'un dépassement du coût prévisionnel

En complément du chapitre 6 du CCAG-MOE, dans le cas du dépassement du coût prévisionnel assorti du taux de tolérance (Tp) visé dans l'acte d'engagement, la résiliation peut être prononcée par le maître d'ouvrage.

Dans ce cas les conditions financières de la résiliation seraient identiques à celles visées aux articles 30 et 32 du CCAG-MOE.

- Résiliation du fait d'un dépassement des délais

En complément du chapitre 6 du CCAG-MOE et compte tenu des objectifs du maître d'ouvrage visant à respecter les coûts et les délais, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de mettre fin à la mission du maître d'œuvre si un dépassement exclusivement imputable à celui-ci du délai global supérieur à 4 mois était constaté par rapport au calendrier.

Dans ce cas les conditions financières de la résiliation seraient identiques à celles visées aux articles 30 et 32 du CCAG-MOE.

ARTICLE 14 - UTILISATION DES RESULTATS – DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE- OBLIGATION DE DISCRETION
--

14.1 - Utilisation des résultats et droits de propriété intellectuelle

Il sera fait application des articles 22, 23 et 24 du CCAG-MOE en tenant compte des dérogations suivantes :

Sur la concession de droits d'utilisation sur les résultats :

Le maître d'œuvre concède, à titre non exclusif, au maître d'ouvrage et aux tiers désignés dans le marché le droit d'utiliser ou de faire utiliser les résultats en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et toutes forme (plans, études, avant-projet, esquisses, croquis, maquettes, etc.). Cette concession ne vaut que pour les besoins découlant de l'objet du marché et pour le monde entier.

Le maître d'œuvre concède également par les présentes au maître d'ouvrage et au maître d'ouvrage délégué les droits de reproduction, de représentation et d'adaptation de l'image de l'œuvre architecturale. Ces notions s'entendent au sens des articles L. 122-2 et L. 122-3 du Code de la propriété intellectuelle.

Cette concession qui porte sur l'image du bâtiment, ses plans, études, avant-projets, esquisses, croquis, maquettes, etc., est réputée rémunérée forfaitairement par les honoraires versés au maître d'œuvre au titre du présent marché.

Elle est consentie à titre non exclusif, pour la durée légale de la propriété littéraire et artistique de l'œuvre et pour le monde entier et sur tout support connu ou non encore connu à ce jour, y compris les réseaux en ligne.

Le maître d'œuvre conserve le droit d'exploiter librement, lui-même ou par l'intermédiaire d'un tiers, l'image de l'œuvre dans le cadre de ses activités professionnelles, à savoir : les articles de presse, les revues, les traités, conférences, publications écrites, télévisées ou filmées consacrés par lui ou par des tiers à ses travaux, sous réserve que soit mentionné le nom du maître d'ouvrage et/ou du maître d'ouvrage délégué. Le maître d'œuvre par son exploitation des résultats, ne doit pas porter atteinte aux droits ou à l'image du maître d'ouvrage et du maître d'ouvrage délégué.

Le maître d'œuvre peut également procéder à la publication des résultats sous réserve du respect des documents particuliers du marché et de l'accord préalable du maître d'ouvrage ou du maître d'ouvrage délégué et des tiers désignés dans le marché si les résultats comprennent des connaissances antérieures mises à sa disposition par ces derniers pour l'exécution du marché.

14.2 – Obligation de discrétion

Le maître d'œuvre est tenu au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux renseignements et documents recueillis au cours de sa mission.

Ces renseignements ou documents ne peuvent, sans autorisation, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

Le maître d'œuvre s'interdit d'utiliser les documents qui lui sont confiés à d'autres fins que celles qui sont prévues par le présent marché.

ARTICLE 15 - ASSURANCES

15.1 - Assurance décennale :

Le maître d'œuvre est tenu de s'assurer, pour garantir sa responsabilité décennale.

La police sera souscrite auprès d'une compagnie dûment agréée et comportera des garanties en rapport avec l'importance de l'opération.

15.2 - Responsabilité professionnelle autre que décennale :

Le maître d'œuvre devra être titulaire d'une police d'assurance souscrite auprès d'une compagnie notoirement solvable, destinée à couvrir ses responsabilités civiles et professionnelles, autres que décennales, pour un montant en rapport avec l'importance de l'opération.

15.3 - Assurance complémentaire du maître d'œuvre :

Le maître d'œuvre devra, s'il y a lieu, souscrire une police complémentaire si celle existant n'est pas considérée comme suffisante par le maître d'ouvrage pour assurer la couverture des risques liés à cette opération.

15.4 - Assurances complémentaires du maître d'ouvrage :

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de souscrire pour cette opération les polices suivantes :

- tous risques chantier ;
- responsabilité civile des intervenants.

15.5 - Justification :

Le maître d'œuvre du présent marché devra justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la date de la notification du marché, et ensuite chaque année à l'échéance, qu'il est bien titulaire d'un contrat d'assurance garantissant sa responsabilité civile découlant des dispositions des articles 1792, 1792-1 et suivants et 2270 du Code Civil. Ce contrat sera souscrit auprès d'un assureur pratiquant habituellement la souscription des garanties prévues à l'article L. 241-1 du Code des assurances avec une marge de solvabilité qui devra être jugée comme suffisante par rapport à la moyenne constatée sur le marché français de l'assurance pour l'année écoulée.

Le maître d'œuvre produira à cet effet une attestation nominative de chantier qui comportera la liste exacte des activités pour lesquelles il est garanti et les montants des garanties. Ce contrat comportera une clause assurant le maintien de la garantie pour toute la durée de la responsabilité pesant sur l'assuré pour tous les chantiers ouverts pendant la durée de validité de celui-ci.

De plus, ce contrat sera souscrit avec abrogation de la règle proportionnelle dans tous les cas et il garantira également les sous-traitants de niveau 1 (mais uniquement pour les activités pour lesquelles le maître d'œuvre est garanti à titre principal).

Le maître d'œuvre du présent marché fera insérer à ses différents contrats une clause stipulant que celui-ci s'engage à aviser le maître d'ouvrage lors d'une éventuelle mise en demeure de paiement de prime (L. 113-3 du Code des assurances) ainsi qu'à l'occasion de la résiliation du contrat quel qu'en soit le motif.

Une attestation semblable devra être fournie à l'appui du projet de décompte final.

En cas de retard dans la remise des documents visés au présent article, le maître d'œuvre encourt la pénalité fixée à [l'article 11.2](#) du présent CCAP.

ARTICLE 16 - REGLEMENT DES DIFFERENDS
--

Pour tout différend qui s'élèverait entre les parties, la juridiction à saisir est le Tribunal administratif de Paris.

Toutefois le différend peut être soumis à l'avis du Comité consultatif du règlement amiable.

ARTICLE 17 - DEROGATIONS AU CCAG-MOE

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG-MOE, le présent CCAP ne récapitule pas la liste des articles du CCAG susvisé auxquels il déroge.